



JEUDI 16 AVRIL 2020

« L'EFFONDREMENT? Nous y sommes. »

\$ ÉCONOMIE \$

- ▶ Les marchés mondiaux s'effondrent au milieu de bénéfices catastrophiques après que le WTI a atteint son plus bas niveau en 18 ans (Tyler Durden) p.2
- ▶ L'indice du fret en vrac [Cass Freight] a montré une faiblesse économique bien avant la pandémie p.6
- ▶ Les "malades" peuvent-ils survivre à la pandémie ? (Charles Hugh Smith) p.10
- ▶ Reprendrez-vous vos activités quotidiennes normales une fois que les restrictions sur les coronavirus seront enfin levées ? (Michael Snyder) p.11
- ▶ Même si la Fed continue à créer de l'argent, nous pourrions encore assister à une déflation p.14
- ▶ Les banques centrales du monde entier [Canada inclus] adoptent un "assouplissement quantitatif" sans précédent p.18
- ▶ Pourquoi cette économie de bulles continue et continue p.22
- ▶ L'accord OPEP+ est "trop peu et trop tard". (Nick Cunningham) p.26
- ▶ Nous venons de subir un coup d'État sans précédent dans l'histoire depuis 1917. Et personne ne s'en est rendu compte ! (Charles Gave) p.27
- ▶ De la panique des achats à la fermeture des restaurants et des usines (Wolf Richter) p.31
- ▶ Une course de vitesse qui va faire des dégâts (François Leclerc) p.35
- ▶ « Récession officielle de 8 %. Attachez vos ceintures ! » (Charles Sannat) p.36
- ▶ Billet d'actualité: Qui pourra servir d'assureur de dernier ressort quand l'Assureur ultime, le couple maudit Banque Centrale-Gouvernement sautera? (Bruno Bertez) p.41
- ▶ Amazon et Apple s'envolent tandis que Boeing sombre (Philippe Béchade) p.42
- ▶ Après la FED qui inonde Wall Street, voici que Trump lui annonce le redémarrage de l'activité p.43
- ▶ Comment aggraver une crise en deux leçons (2/2) p.42
- ▶ Plus ça change, plus c'est la même chose (Bruno Bertez) p.45
- ▶ C'est réglé ! (Bill Bonner) p.47

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Les marchés mondiaux dégringolent au milieu de bénéfices décevants après le crash du WTI



«Ce que nous allons vraiment rechercher, c'est si les entreprises nous donnent une idée du moment où elles pensent qu'elles vont retrouver la rentabilité, ou parlent-elles de plus de licenciements?»

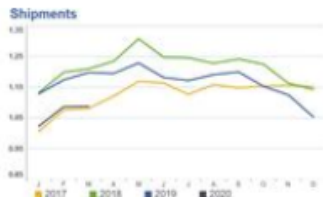
La Maison Blanche dévoile un projet de plan pour rouvrir l'économie américaine



C'est le début d'un guide à suivre par les États ...

15 AVR.2020 06:02 175591 21

L'indice Cass Freight a montré une faiblesse économique bien avant la pandémie



De nombreux graphiques de fret indiquaient un affaiblissement de l'économie plusieurs mois avant que le coronavirus ne frappe ...

15 AVR.2020 06:00 6183 47

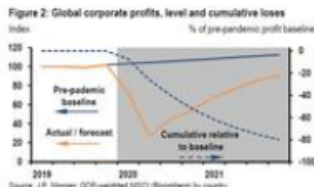
65% des hôtels grecs font faillite alors que les blocages continuent



"Nous ne savons vraiment pas combien seront en mesure de rouvrir lorsque la situation redeviendra normale."

15 AVR.2020 02:45 19159 87

JPM voit ses bénéfices mondiaux "cratériser" à 70% au T2, pas de reprise jusqu'en 2023



Les bénéfices ne retrouveront leur niveau de référence d'avant la pandémie qu'en 2022 sinon 2023, ce qui est une terrible nouvelle pour les stratégies de Wall Street car cela signifie qu'ils devront désormais appliquer des multiples à terme à partir de 2023

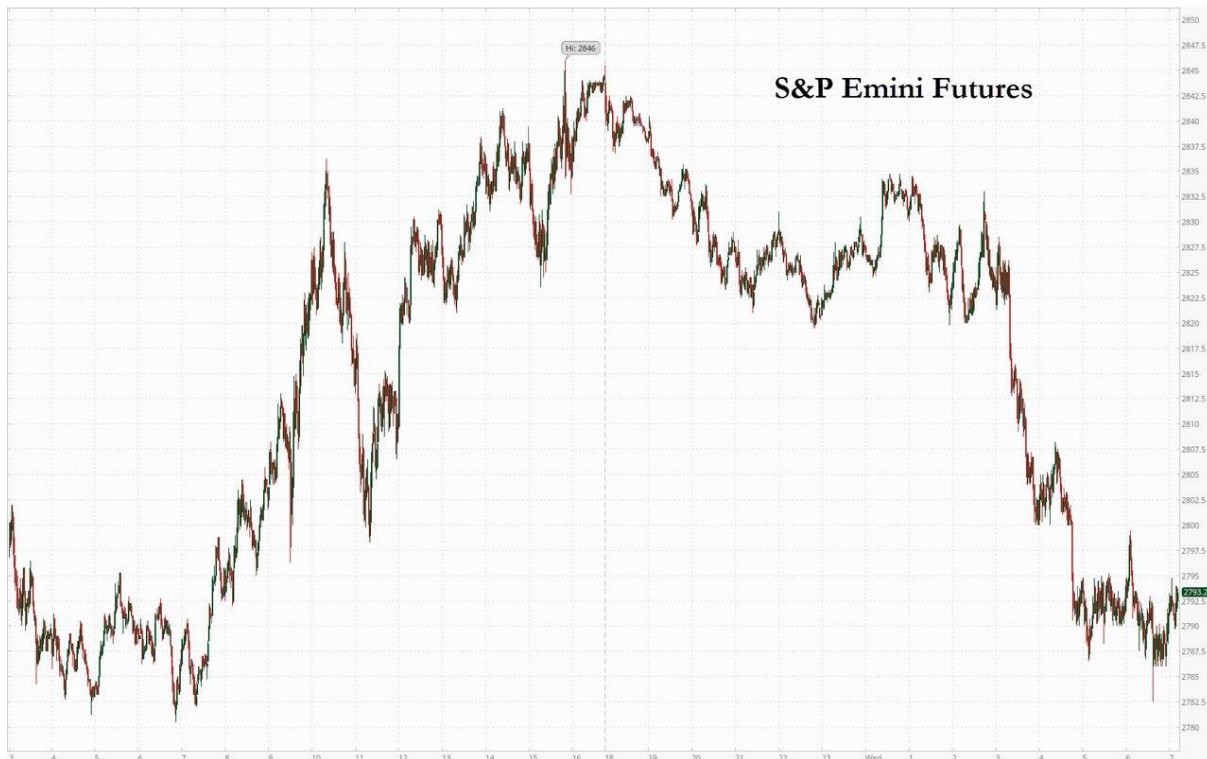
14 AVR.2020 22:01 30550 97

Les marchés mondiaux s'effondrent au milieu de bénéfices catastrophiques après que le WTI a atteint son plus bas niveau en 18 ans

par Tyler Durden Mer, 15/04/2020 - ZeroHedge.com

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

Les contrats à terme sur les indices américains ont chuté mercredi pour la deuxième fois de la semaine, inversant les gains importants de mardi après qu'une chute des prix du pétrole ait poussé les actions du secteur de l'énergie à devancer ce qui devrait être une série de rapports sur les bénéfices du premier trimestre. Le dollar et les bons du Trésor se sont appréciés, les investisseurs ayant fui les actifs à risque, tandis que le brut WTI a plongé sous les 20 dollars, à son plus bas niveau depuis 2002, après que l'AIE ait déclaré que la demande de pétrole allait chuter de plus de 9 millions de barils par jour cette année, anéantissant une décennie de croissance de la consommation.



Les contrats sur les trois principales jauges américaines ont reculé après la clôture du S&P 500 à un plus haut sur un mois mardi, l'Emini se négociant à nouveau sous les 2 800. UnitedHealth Group, le plus grand assureur santé américain, a annoncé une baisse de ses bénéfices trimestriels, mais ses actions ont augmenté de 2,6 % en pré-marché, car il a maintenu ses perspectives de bénéfices pour 2020 alors que les grandes entreprises ont retiré leurs prévisions en raison de la pandémie de coronavirus. J.C. Penney a chuté de 14,7 %, des sources ayant indiqué que le détaillant envisageait de se mettre sous la protection de la loi sur les faillites après que l'épidémie de virus ait bouleversé ses plans de redressement.

L'indice S&P 500 a augmenté d'environ 30 % par rapport à son plus bas niveau de mars, grâce à une série de mesures de relance monétaire et fiscale américaines et aux premiers signes indiquant que les cas de coronavirus atteignaient des sommets dans certains points chauds, mais il est toujours en baisse d'environ 16 % par rapport à son niveau record. L'indice a fait un nouveau bond de 3 % mardi, dans l'espoir que l'administration Trump puisse agir pour assouplir les mesures de confinement, l'épidémie montrant des signes d'essoufflement. Toutefois, le point chaud de New York a par la suite fortement augmenté son bilan officiel de décès dus au virus, qui s'élève désormais à plus de 10 000. Les grandes compagnies pétrolières Exxon Mobil Corp et Chevron ont perdu environ 3 % de leurs parts dans la chute des prix du pétrole, sous la pression de rapports suggérant une offre excédentaire persistante et un effondrement de la demande mondiale.

JPMorgan Chase et Wells Fargo ont lancé la saison des bénéfices mardi en annonçant une chute des bénéfices trimestriels et en mettant de côté des milliards de dollars pour couvrir les éventuels défauts de paiement des prêts. Il y a quelques instants, Bank of America les a rejoints (post à venir).

"Il va vraiment s'agir d'une orientation vers l'avenir", a déclaré Erin Gibbs, présidente et PDG de Gibbs Wealth Management LLC, sur Bloomberg TV. "Ce que nous allons vraiment chercher, c'est à savoir si les entreprises nous donnent une idée du moment où elles pensent revenir à la rentabilité, ou si elles parlent de licenciements supplémentaires".

En Europe, l'indice Stoxx Europe 600 s'est dirigé vers sa première baisse en six séances, menée par les sociétés énergétiques, alors que le pétrole brut à New York est passé sous la barre des 20 dollars le baril dans un contexte d'effondrement de la demande mondiale. Les actions françaises ont chuté de 0,9 %, la France étant devenue le quatrième pays à déclarer plus de 15 000 décès dus au coronavirus après l'Italie, l'Espagne et les États-Unis. ASML Holding NV, un fournisseur de Samsung Electronics Co, a fait état d'une baisse de 40 % de ses bénéfices au premier trimestre et s'est abstenu de donner des conseils en raison de l'incertitude causée par la pandémie. L'entreprise néerlandaise de GPS et de cartographie numérique TomTom a perdu 2,7 % après avoir déclaré qu'elle s'attendait à un flux de trésorerie disponible négatif cette année et à une baisse des revenus de ses activités automobiles et grand public en raison de la pandémie. Le gestionnaire d'actifs basé à Londres Jupiter Fund Management a chuté de 5,6 % après avoir annoncé une baisse de 18,3 % des actifs sous gestion au premier trimestre, les craintes liées à la pandémie ayant ébranlé les marchés financiers.

De nombreux dommages économiques ont déjà été causés, le Fonds monétaire international prévoyant que le monde connaîtrait cette année son plus fort ralentissement depuis la Grande Dépression des années 1930. En prévision d'un flux constant de résultats attendus dans les semaines à venir, les signes de stress des entreprises causé par la pandémie sont nombreux.

"De nombreuses bonnes nouvelles ont été annoncées et nous devons procéder à une certaine consolidation, en particulier à l'approche de la saison des bénéfices, car nous savons tous que les chiffres ne seront pas bons", a déclaré François Savary, directeur des investissements chez le gestionnaire de fortune suisse Prime Partners.

Plus tôt dans la session, les actions asiatiques ont chuté, menées par l'énergie et la finance, après avoir augmenté lors de la dernière session. Les actions de Tokyo ont peu changé, les actions chinoises et de Hong Kong ont baissé, l'indice composite de Shanghai a reculé de 0,6 %, Baotou Huazi Industry et Wuxi Shangji Automation affichant les plus fortes baisses. Les actions australiennes ont chuté alors qu'un effondrement record de la confiance des consommateurs rappelait aux investisseurs l'impact de la pandémie sur les dépenses. Le yuan a chuté après que la banque centrale chinoise a encore assoupli sa politique. Les marchés de la région ont été mitigés, l'indice Taïex de Taïwan et l'indice S&P BSE Sensex de l'Inde étant en hausse, tandis que l'indice composite de Jakarta et l'indice SET de Thaïlande étaient en baisse.

Les responsables fédéraux de l'Union européenne et des États-Unis élaborent actuellement des plans visant à lever les restrictions afin d'atténuer la dévastation économique, alors même que les infections virales mondiales se rapprochent du seuil des 2 millions. La saison des récoltes devrait donner une meilleure idée de la manière dont la pandémie affectera le commerce alors que l'économie mondiale se dirige vers une profonde récession. Johnson & Johnson, JPMorgan Chase & Co. et Wells Fargo & Co. ont dressé un tableau mitigé mardi, avant de passer au groupe Goldman Sachs, à Citigroup Inc. et à Bank of America Corp.

Le WTI, qui a fait un bond en avant en une nuit, est passé sous la barre des 20 dollars le baril après que l'Agence internationale de l'énergie ait déclaré que la demande allait chuter d'un niveau record cette année, malgré un accord historique de réduction de la production. Les contrats à terme du WTI ont chuté de 4,5 % à New York, soit le plus bas niveau depuis 2002. La demande de pétrole va chuter de plus de 9 millions de barils par jour cette année, anéantissant une décennie de croissance de la consommation, a déclaré l'AIE, épuisant le stockage d'ici le milieu de l'année. Alors que l'Arabie Saoudite et d'autres producteurs du Golfe se sont engagés à réduire l'offre à partir du mois prochain, ils continuent d'inonder le marché en avril. Les stocks augmentent partout et affaiblissent les principaux indicateurs physiques du marché. Les contrats à terme sur le pétrole de New York se sont enfoncés dans le contango, signalant une surabondance croissante, tandis que les prix des swaps indiquent que les cargaisons de la mer du Nord se négocient à des rabais exceptionnels.



L'AIE a déclaré que la consommation en avril chutera de près d'un tiers pour atteindre son niveau le plus bas depuis 1995, et fera de cette année la pire de l'histoire du marché pétrolier. Malgré les efforts de l'OPEP+ pour équilibrer l'offre, les stocks mondiaux vont s'accumuler de 12 millions de barils par jour au cours du premier semestre de l'année et "submerger la logistique de l'industrie pétrolière" dans les semaines à venir, a-t-elle averti. L'accord massif de l'OPEP+ visant à réduire la production débutera le mois prochain. D'ici là, la bataille pour les parts de marché se poursuit, Abu Dhabi ayant réduit le prix de son brut pour l'Asie. Cette décision fait suite à celle prise par l'Arabie Saoudite en début de semaine.

Dans les taux, les rendements 10Y ont chuté jusqu'à 0,67% après la clôture des échanges à 0,75% mardi. Les obligations italiennes sont restées sous pression malgré la déception persistante concernant le plan d'un demi-billion d'euros pour soutenir les économies touchées par le coronavirus, approuvé par les ministres des finances de la zone euro la semaine dernière. Le rendement des obligations italiennes à 2 ans a augmenté de 5 points de base pour atteindre 0,89 % après avoir augmenté de près de 20 points de base mardi. Les rendements des obligations à 10 ans sont restés stables à 1,79 %. L'écart surveillé de près avec le rendement des obligations allemandes à 10 ans, en fait la prime de risque que l'Italie paie aux investisseurs, a continué à augmenter, pour atteindre près de 220 points de base, son plus haut niveau depuis la mi-mars.

Sur le marché des changes, le dollar s'est envolé après plusieurs jours de pertes, les investisseurs recherchant la sécurité de la monnaie de réserve mondiale dans un climat de fuite des risques qui a balayé les marchés mondiaux, avec la chute des monnaies des matières premières et la chute des prix du pétrole en dessous de 20 dollars le baril. La livre a chuté de près de 1 %, soit une avance de deux jours. L'indice Bloomberg Dollar Spot Index a fait un bond de 0,8 %, après trois jours de pertes, alors que les actions européennes ont chuté aux côtés des contrats à terme sur actions américaines, au moment où ce qui devrait être une saison de bénéfices turbulente s'amorce. Le BBDXY a finalement augmenté de 0,7 %, le dollar ayant surpassé toutes les devises du groupe des 10 ; le rendement du Trésor à 10 ans a chuté de huit points de base pour atteindre 0,67 %.

Le dollar australien a chuté pendant les heures asiatiques, et la couronne norvégienne a suivi le mouvement de baisse des prix du pétrole, l'Agence internationale de l'énergie ayant averti qu'une surabondance pourrait submerger le stockage malgré le récent accord de l'OPEP. L'Agence internationale de l'énergie a averti qu'une surabondance de pétrole risquait de submerger les stocks malgré le récent accord de l'OPEP. Elle a déclaré que la demande mondiale de pétrole allait chuter de 9 % cette année, un record, en raison des verrouillages dus aux coronavirus.

La livre et l'euro ont tous deux chuté par rapport au dollar, la livre sterling ayant perdu environ la moitié de son rallye de cette semaine, l'Office for Budget Responsibility britannique ayant averti que la production économique de la Grande-Bretagne pourrait diminuer de 13 % cette année. "La combinaison de données économiques faibles et de perspectives prudentes en matière de bénéfices des entreprises pourrait mettre à l'épreuve le dernier rallye du risque et pourrait même aider le dollar, monnaie refuge", a déclaré Valentin Marinov, stratège au Crédit Agricole. "Le rallye des devises des matières premières commence à sembler trop étendu et pourrait être mis à l'épreuve à court terme". Le prix du câble a chuté de 1 % à 1,2499 \$, bien qu'il ait encore augmenté d'environ 0,6 % cette semaine. L'EUR/USD a baissé de 0,5 % à 1,0931 \$, l'indice Stoxx Europe 600 ayant chuté pour la première fois en cinq jours de bourse.

Le prix de l'or a chuté mercredi, les investisseurs ayant bloqué leurs bénéfices après les fortes hausses récentes qui ont fait frôler au métal jaune son plus haut niveau de 2011. Il était à 1 721 dollars l'once.

Les données attendues comprennent les ventes au détail et la production industrielle. Bank of America, Citigroup et Goldman Sachs font partie des entreprises qui ont déclaré des bénéfices.

L'indice du fret en vrac [Cass Freight] a montré une faiblesse économique bien avant la pandémie

par Tyler Durden Mer, 15/04/2020 - ZeroHedge.com

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

Rédigé par Mike Shedlock via MishTalk,

De nombreux indices de fret (Cass Freight) indiquent un affaiblissement de l'économie des mois avant que le coronavirus ne frappe.

Cass Freight Index®

Shipments



©2020 Cass Information Systems, Inc

J'entends le train arriver

Covid19 portera toute la responsabilité, mais les indicateurs de fret montrent qu'une récession était en cours même sans cette perturbation économique massive.

"I hear the train a comin', it's rolling round the bend."

	March 2020	Year-over-year change	2-year stacked change	Month-to-month change
Cass Freight Index - Shipments	1.087	-9.2%	-10.1%	0.2%
Cass Freight Index - Expenditures	2.651	-8.2%	-2.6%	-1.0%
Truckload Linehaul Index	130.0	-6.6%	-3.0%	0.2%
Intermodal Price Index	142.0	-4.4%	0.0%	3.0%

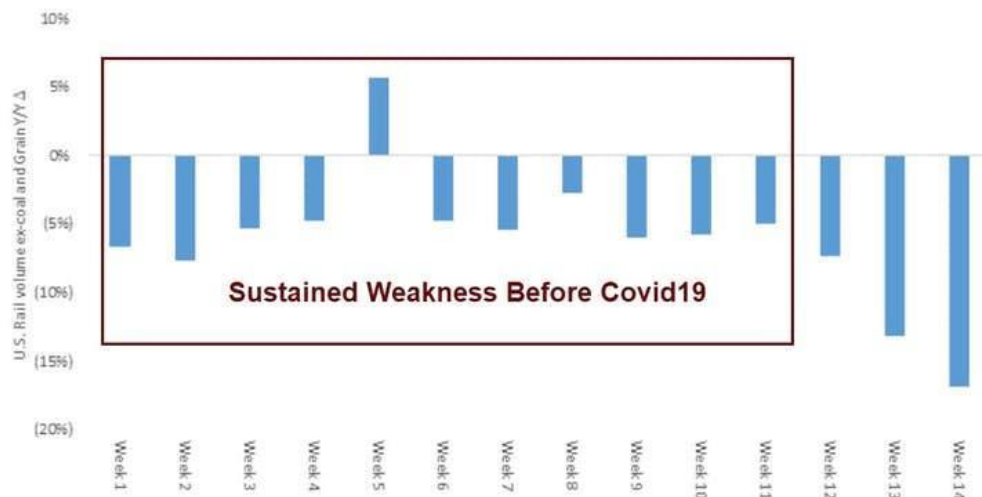
Veillez considérer les indices de fret de mars 2020.

Le Cass Freight Index a montré que le marché américain du fret était faible à la fin de 2019 et au début de 2020, et juste au moment où nous avons vu des signes de reprise, nous avons reçu le coronavirus et tous les effets secondaires sur une économie qui avait déjà du mal à se redresser.

La situation est rapidement passée d'un problème de production en Chine à un problème de dépenses de consommation aux États-Unis (et dans le monde). L'absence d'entreprises, d'emplois et de revenus pour beaucoup entraîne une diminution considérable du transport de marchandises.

Comptages des volumes ferroviaires aux États-Unis - Cass Mars 2020

Chart 3 – U.S. rail volume comps significantly worsened at the end of March and into April

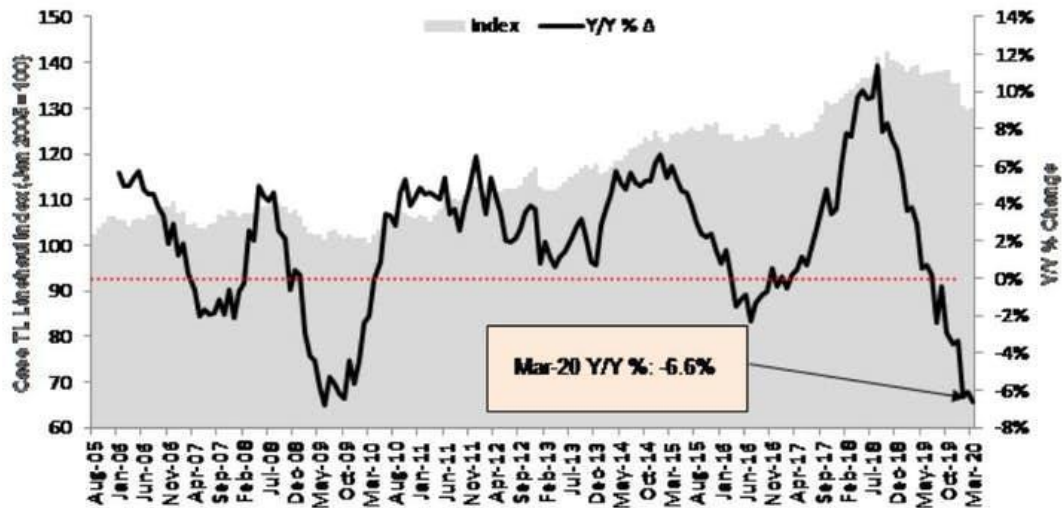


Note – Carloads are originations through the week of 4/4/2020

Source: Association of American Railroads and Stifel research

Taux de transport par camion - Cass mars 2020

Chart 5 – Truckload Linehaul Rates. The Cass Truckload Linehaul Index falls further – back to global financial crisis levels



Source: Cass Information Systems, Inc. and Stifel research

Cet indice a baissé à la mi-2019.

Cass Truckload Linehaul Index®

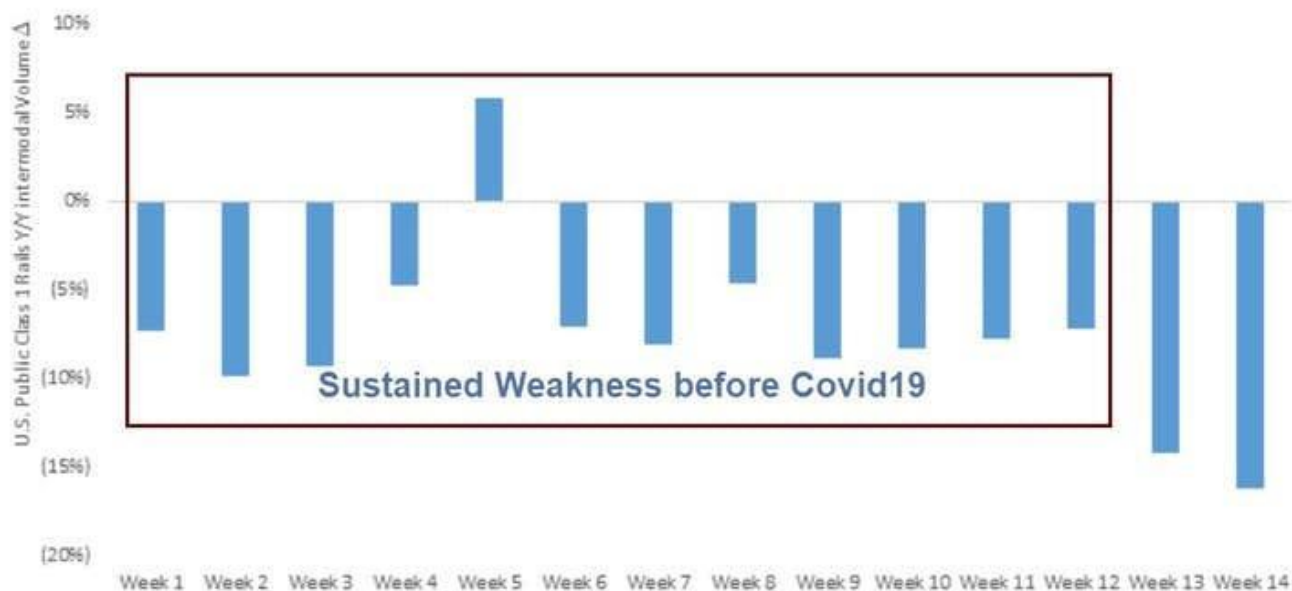
A measure of changes in per-mile truckload linehaul rates.



©2020 Cass Information Systems, Inc.

Indice des transports par camions-citernes de marchandises en vrac - mars 2020

Chart 9 – Intermodal volumes took a big step down the last week of March and first week of April



Source: Association of American Railroads

Indices Cass des volumes intermodaux - mars 2020

Conclusion de la Cass

Toutes les données historiques sur le transport routier et intermodal ont été retraitées en novembre 2019, avec une corrélation extrêmement élevée avec les données précédentes.

Nous espérons que les indices Cass atteindront leur niveau le plus bas en avril, et que les entreprises pourront rouvrir plus rapidement, les meilleures lectures que nous devrions voir en mai et juin.

Un espoir irréaliste

Il n'y a pas de mal à espérer, mais espérer une reprise rapide et durable est une autre affaire.

Depuis que la Cass a confié la production de ce rapport au Stifel, le rapport de la Cass a été marqué par un excès d'optimisme généralisé.

Les auteurs originaux (nommés Cass) ont émis des signaux de récession alors que l'écrivain du Stifel, David G. Ross, a parlé de signes d'un creux dans le fret au cours des derniers mois.

Nous ne pourrions jamais prouver quel point de vue est correct, mais voir des signes d'un creux dans une reprise qui était déjà la plus longue de l'histoire semble plus qu'un peu douteux.

De façon réaliste, nous devrions maintenant lancer des idées de fond en avril et faire face au fait que la récession du Covid-19 sera plus profonde que la grande crise financière.

Ne vous attendez pas à une reprise en forme de V.

Les "malades" peuvent-ils survivre à la pandémie ?

Charles Hugh Smith 14 avril 2020

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

Comme le reste de la machine de financiarisation, les soins de santé n'ont jamais été durables.

Ce qui était autrefois connu sous le nom de soins de santé aux États-Unis a été largement remplacé par les soins de maladie : les soins de santé étaient axés sur le rétablissement et le maintien de la santé et étaient détenus et gérés par des hôpitaux communautaires à but non lucratif.

Les soins de santé visent à tirer le maximum de revenus et de profits de la gestion des malades chroniques et sont la propriété de Corporate America. De par sa nature même, Sickcare s'efforce de maximiser les profits de la nation tout entière, et le fait de manière malhonnête, avec une facturation obtuse, une surfacturation, des ordonnances pour des médicaments coûteux dont les effets secondaires et l'efficacité ont été joués/obscurés, et ainsi de suite.

Comme les soins de santé profitent des maladies chroniques, l'Amérique est aujourd'hui atteinte de maladies chroniques. Puisque les soins de santé profitent de la surmédication des patients, l'Amérique est aujourd'hui chroniquement surmédicalisée.

Comme l'a fait remarquer Jim Kunstler, les soins de santé sont un racket, ce que Jim définit : "Par racket, j'entends une entreprise organisée explicitement pour faire de l'argent de façon malhonnête." Ruin Nation.

Il existe encore des vestiges de soins de santé aux États-Unis, mais ceux-ci sont minés, marginalisés ou éliminés par la machine de financiarisation des soins de santé. La financiarisation est la maladie qui a consumé l'Amérique, l'a vidée et l'a laissée incapable de discerner les conséquences d'un système financier devenu néoféodal, parasitaire et prédateur. L'une de ces conséquences a été la lente dégradation des soins de santé et leur transformation en soins de maladie.

Un correspondant médecin a récemment expliqué la structure des soins de santé.

1. Les hommes d'affaires comprennent que les soins de santé sont la meilleure industrie à financer :

A. elle vend un produit qui génère sa propre demande

B. est dirigée par des médecins qui ne laissent rien au hasard et qui laissent leur vision du monde entraver la maximisation de la valeur actionnariale

C. est un conduit direct vers le Saint Graal - les dollars fédéraux

2. Les hommes d'affaires montent à bord

3. Les hommes d'affaires commencent à appliquer les principes commerciaux aux soins de santé

4. Des hommes d'affaires virent des médecins grincheux qui se mettent en travers de leur chemin

5. Les hommes d'affaires vidant le système de santé de sa substance en extrayant chaque centime de sa valeur ; compensation, pas de contrats d'appel d'offres, literie en plumes

Lorsque l'inévitable pandémie frappe, leurs organisations creuses n'ont pas les ressources nécessaires pour y faire face, même si c'est leur fonction principale - rappelez-vous que cette pandémie n'est PAS un "cygne noir", les cygnes noirs sortent de nulle part. C'était parfaitement prévisible et il y a eu beaucoup d'avertissements.

6. Le manque de crédibilité des dirigeants accélère les effets de la pandémie. Les médecins qui pourraient diriger ont été marginalisés, de sorte qu'ils ne peuvent avoir un impact que sur le plan tactique, plutôt que sur le leadership.

Il faut rechercher des changements de direction globaux avec une visibilité maximale au sein des principaux systèmes de santé, car ils font appel à des étrangers pour tenter de réaffirmer leur crédibilité.

Alerte au spoiler : ça ne marchera pas.

Ces hôpitaux font comprendre à leur personnel que les niveaux d'EPI (équipement de protection individuelle) recommandés auparavant étaient excessifs et que le personnel peut tout aussi bien faire avec des niveaux de protection réduits.

Le personnel sent le feu et se comporte en conséquence.

Aucun signe de dirigeants faisant des soins personnels dans des EPI réduits.

N'enseigne-t-on plus le leadership à l'école B ? Si vous ne partagez pas le risque avec vos troupes (plus vous êtes proche, mieux c'est), vous perdez votre crédibilité. Si jamais il y a une véritable prise de conscience, les dirigeants vont regretter de ne pas avoir vidé quelques bassins de lit.

Je suis arrivé à la conclusion que notre nation et notre société ne sont plus assez agiles pour survivre.

C'est de la folie en somme. Comme le reste de la machine de la financiarisation, la maladie n'a jamais été viable. La pandémie n'est que le catalyseur qui élimine les illusions de relations publiques qui ont dissimulé le pillage, la fraude, le racket et le profit, et la trahison de tout ce que les soins de santé représentaient autrefois.

Reprenez-vous vos activités quotidiennes normales une fois que les restrictions sur les coronavirus seront enfin levées ?

par Michael Snyder le 14 avril 2020



COVID-19 a bouleversé notre vie à tous, et la plupart des gens sont très désireux de retrouver une vie normale. Mais comme vous le verrez ci-dessous, la peur du coronavirus va empêcher la grande majorité des Américains de reprendre immédiatement toutes leurs activités quotidiennes normales une fois les restrictions sur le coronavirus levées. Chaque jour, de plus en plus d'articles sont publiés sur des personnalités éminentes qui sont mortes du virus, et les témoignages effrayants de ceux qui ont lutté contre le virus et qui ont survécu sont extrêmement décevants. Oui, la plupart des personnes qui attrapent ce virus finiront par s'en remettre, mais le fait que des dizaines de milliers d'Américains meurent fait sérieusement peur à beaucoup de gens. Et même si les ordres de "refuge sur place" semblent ralentir la propagation du virus dans une certaine mesure, le nombre officiel de décès aux États-Unis a en fait doublé au cours de la semaine dernière...

Les décès aux États-Unis dus au nouveau coronavirus ont dépassé les 25.000 mardi, doublant en une semaine, selon un décompte de Reuters, alors que les responsables débattent de la manière de rouvrir l'économie sans relancer l'épidémie.

Les États-Unis, troisième pays le plus peuplé du monde, ont enregistré plus de décès dus au COVID-19 que tout autre pays. Il y a eu au total près de 597 000 cas aux États-Unis - trois fois plus que dans tout autre pays - avec près de 2 millions de cas signalés dans le monde.

Et selon Worldometers.info, plus de 2 200 Américains sont morts au cours des dernières 24 heures, ce qui en ferait le jour le plus meurtrier de cette pandémie à ce jour.

Il est donc facile de comprendre pourquoi tant de gens ont si peur de ce virus. La plupart d'entre nous ne veulent pas mourir, et le COVID-19 peut vous tuer.

Ces derniers jours, on a beaucoup parlé de "réouverture de l'Amérique", et nombreux sont ceux qui pensent que la vie va commencer à sembler quelque peu normale une fois que cela se sera produit.

Mais Gallup vient de mener une enquête dans laquelle ils ont demandé aux gens s'ils "reprendraient leurs activités quotidiennes normales" une fois les restrictions levées, et voici les résultats...

Les Américains hésitent toujours à reprendre leurs activités quotidiennes normales dans le contexte de l'épidémie de COVID-19, selon une question de Gallup posée pour la première fois fin mars et répétée début avril.

Lorsqu'on leur demande à quelle vitesse ils reprendront leurs activités normales une fois que le gouvernement aura levé les restrictions et que les entreprises et les écoles commenceront à rouvrir, la grande majorité des Américains déclarent qu'ils attendraient de voir ce qui se passerait avec la propagation du virus (71 %) et 10 % supplémentaires attendraient indéfiniment. Seuls 20 % disent qu'ils reprendraient immédiatement leurs activités normales.

En d'autres termes, environ 80 % du pays va adopter une approche hésitante, ce qui a d'énormes implications pour l'avenir de notre économie.

Bien sûr, toutes les restrictions concernant les coronavirus ne seront pas levées de sitôt de toute façon, et c'est un point dont j'ai discuté hier.

Aujourd'hui, le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a énoncé six conditions spécifiques qui doivent être remplies avant que les restrictions ne soient levées dans son État...

- La capacité à surveiller et à protéger nos communautés par le biais de tests, de la recherche de contacts, de l'isolement et du soutien de ceux qui sont positifs ou exposés.
- La capacité à prévenir l'infection chez les personnes qui risquent de contracter une COVID-19 plus grave.
- La capacité de l'hôpital et des systèmes de santé à gérer les poussées.
- La capacité à développer des thérapies pour répondre à la demande.
- La capacité des entreprises, des écoles et des établissements de garde d'enfants à soutenir l'éloignement physique.
- La capacité à déterminer quand rétablir certaines mesures, telles que les ordonnances de maintien à domicile, si nécessaire.

Il va sans dire que la Californie pourrait rester fermée pendant une longue période.

Mais plus ces fermetures dureront, plus de nombreux Américains deviendront impatients.

Déjà, nous commençons à voir des manifestations dans tout le pays. Par exemple, regardez ce qui se passe dans le Michigan...

Au moins 15 000 voitures et camions devraient descendre sur la capitale du Michigan mercredi pour protester contre les nouvelles directives tyranniques du gouvernement Gretchen Whitmer visant à ralentir la propagation du nouveau coronavirus dans l'État.

La manifestation dite "drive-by" - afin de maintenir la distance sociale - vise à bloquer la circulation à Lansing et à protester contre le décret "Stay Home, Stay Safe" de la démocrate Gretchen Whitmer, qui stipule quelles entreprises peuvent rester chez elles, ce que certaines entreprises peuvent vendre et ordonne aux habitants de son État de ne pas se réunir - quelle que soit leur taille ou leurs liens familiaux.

Je vois beaucoup de colère en ce moment. Les propriétaires d'entreprises, les travailleurs et les entrepreneurs ne sont pas autorisés à gagner leur vie et à subvenir aux besoins de leur famille, et je peux certainement comprendre leur frustration.

Et plus longtemps les choses seront arrêtées, plus cette récession économique va s'aggraver. À ce stade, le FMI prévoit la pire performance de l'économie mondiale depuis la Grande Dépression des années 1930...

L'économie mondiale va probablement subir cette année la pire crise financière depuis la Grande Dépression, a déclaré mardi le Fonds monétaire international, alors que les gouvernements du monde entier sont aux prises avec la pandémie de Covid-19.

L'organisation basée à Washington s'attend maintenant à ce que l'économie mondiale se contracte de 3 % en 2020. En revanche, en janvier, elle avait prévu une expansion du PIB mondial (produit intérieur brut) de 3,3 % pour cette année.

En fait, je pense que la projection du FMI est beaucoup trop optimiste.

Si le PIB mondial ne diminue que de 3 % en 2020, il faut considérer cela comme un succès retentissant.

Maintenant que les États-Unis sont devenus l'épicentre de cette pandémie, notre nation est particulièrement touchée économiquement, et on nous avertit que plus de 2 000 villes "anticipent des déficits budgétaires importants cette année"...

Plus de 2 100 villes américaines prévoient des déficits budgétaires importants cette année et beaucoup d'entre elles envisagent de réduire leurs programmes et leur personnel pour y faire face, selon une nouvelle enquête auprès des responsables locaux publiée mardi, illustrant les ravages financiers généralisés que menace la pandémie de coronavirus.

Ces sombres perspectives, partagées par des collectivités locales représentant environ 93 millions de personnes à l'échelle nationale, ont conduit certains maires et autres responsables à demander une aide fédérale plus importante pour protéger les villes qui doivent maintenant choisir entre équilibrer leurs comptes à court d'argent et maintenir les services publics dont les habitants ont le plus besoin.

Bien sûr, ce n'est que le début de la fin. Toutes les bulles économiques et financières sont en train d'éclater, ce qui va provoquer de graves difficultés au niveau national, des États, des collectivités locales et des communautés.

Et tant que le COVID-19 se répandra quelque part, la peur du coronavirus va amener beaucoup de gens à modifier considérablement leurs habitudes économiques normales.

La vérité est donc que nous avons un chemin très long et très douloureux devant nous, et les mois à venir vont faire passer la dernière récession pour un pique-nique du dimanche.

Même si la Fed continue à créer de l'argent, nous pourrions encore assister à une déflation

Frank Shostak Lundi 04/11/2020 Mises.org



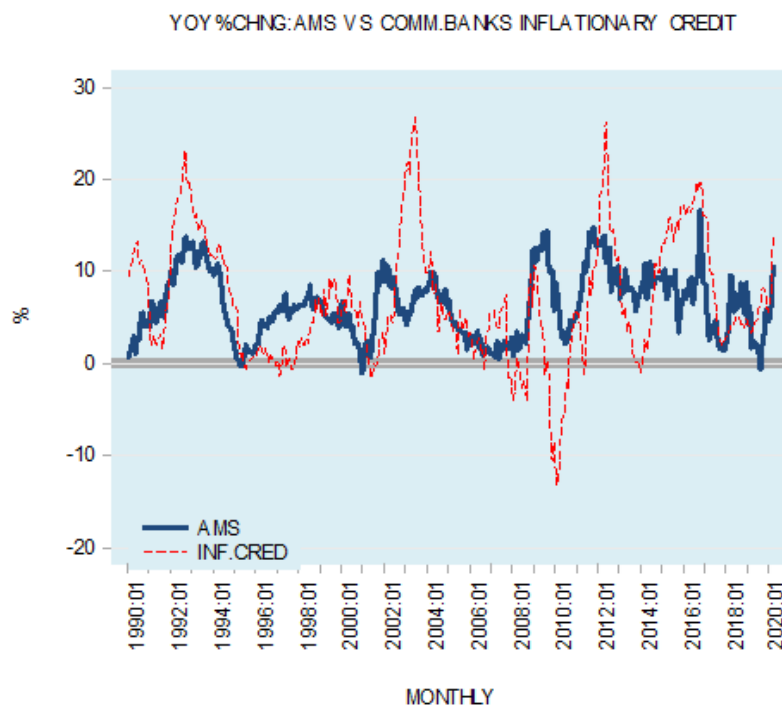
Jusqu'à présent, en mars, les données indiquent que le taux de croissance annuel de notre mesure de la masse monétaire américaine (telle que mesurée par l'AMS) était de 10,5 %, contre 6,6 % en février et 1,7 % en mars de l'année dernière.

Étant donné que la Fed est occupée à jeter de l'argent sur l'économie comme s'il n'y avait pas de lendemain, il est tentant de suggérer que la dynamique de l'AMS va probablement encore s'accroître et que, par conséquent, une inflation galopante pourrait apparaître en un rien de temps.

Cependant, en réponse au déclin massif de l'activité économique réelle, il est possible que la génération de prêts par les banques à partir de rien, c'est-à-dire par le biais de prêts de réserves fractionnaires, diminue fortement.

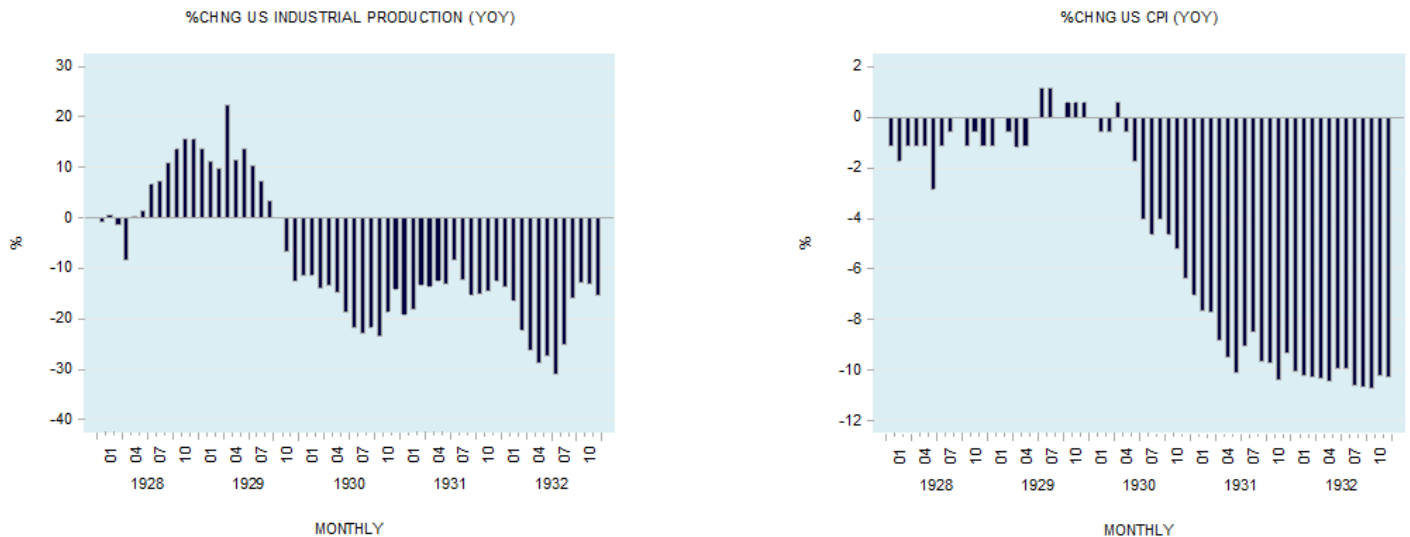
Pour l'instant, la croissance annuelle de notre mesure pour ce type de crédit - également appelé crédit inflationniste - s'est maintenue en mars à 14,1 %, contre 7,4 % en février et 3,4 % en mars 2019.

Si la dynamique du crédit inflationniste devait chuter fortement, il est probable que le taux de croissance annuel de la masse monétaire suivrait (voir graphique). Par conséquent, une forte baisse de l'inflation des prix pourrait apparaître. Si cela devait se produire, le gouvernement et la banque centrale intensifieraient leurs dépenses et leur pompage d'argent pour contrer la déflation.



Une baisse générale des prix des biens et des services est considérée comme une mauvaise nouvelle, car elle est associée à des effondrements économiques majeurs tels que la Grande Dépression des années 1930.

En juillet 1932, le taux de croissance annuel de la production industrielle s'élevait à -31 %, tandis que le taux de croissance annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) était de -10,7 % en septembre 1932 (voir graphique).



La chute des prix est-elle une mauvaise nouvelle ?

Contrairement à la croyance populaire, il n'y a rien de mal à faire baisser les prix. En fait, c'est la caractéristique essentielle d'une économie de marché libre que de choisir ces produits comme monnaie dont le pouvoir d'achat augmente avec le temps. Ce qui caractérise une économie de marché industrielle sous une monnaie de marchandises comme l'or, c'est que les prix des marchandises suivent une tendance à la baisse. Selon Joseph Salerno,

En fait, historiquement, la tendance naturelle de l'économie industrielle de marché sous une monnaie de base comme l'or a été que les prix généraux diminuent constamment, car l'accumulation continue de capital et les progrès des techniques industrielles ont entraîné une expansion continue de l'offre de biens. Ainsi, tout au long du XIXe siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, une légère tendance déflationniste a prévalu dans les pays industrialisés, la croissance rapide de l'offre de biens ayant dépassé la croissance progressive de la masse monétaire qui s'est produite sous l'étalon-or classique. Par exemple, aux États-Unis, de 1880 à 1896, le niveau des prix de gros a baissé d'environ 30 %, soit de 1,75 % par an, tandis que le revenu réel augmentait d'environ 85 %, soit d'environ 5 % par an¹.

Dans un marché libre, le pouvoir d'achat croissant de l'argent, c'est-à-dire la baisse des prix, est le mécanisme qui rend la grande variété de biens produits accessible à de nombreuses personnes. Sur ce point, Murray Rothbard a écrit :

L'amélioration du niveau de vie du public provient des fruits de l'investissement en capital. L'augmentation de la productivité tend à faire baisser les prix (et les coûts) et donc à distribuer les fruits de la libre entreprise à l'ensemble du public, ce qui augmente le niveau de vie de tous les consommateurs. Le soutien forcé du niveau des prix empêche cette diffusion de l'amélioration du niveau de vie.²

La plupart des experts affirment qu'une baisse générale des prix est toujours une "mauvaise nouvelle", car elle retarde l'achat de biens et de services, ce qui, à son tour, compromet les investissements dans les usines et les

machines. Tout cela entraîne un effondrement économique. De plus, comme l'effondrement fait encore baisser les prix des biens, il intensifie le rythme du déclin économique.

Pour les consommateurs, reporter leurs achats de biens parce que les prix devraient baisser signifierait que les gens ont abandonné tout désir de vivre dans le présent. Mais sans le maintien de la vie dans le présent, aucune vie future n'est concevable.

Faut-il lutter contre la "mauvaise" déflation des prix ?

Même si nous acceptons que la baisse des prix en réponse à une augmentation de la production de biens favorise le bien-être des individus, qu'en est-il du cas où une baisse des prix est associée à un déclin de l'activité économique ? Il est certain que ce type de déflation est une mauvaise nouvelle et qu'il faut la combattre.

Le problème de la création d'argent

Chaque fois qu'une banque centrale injecte de l'argent dans l'économie, elle profite à divers individus engagés dans des activités qui ont vu le jour grâce à une politique monétaire souple, et ce au détriment des créateurs de richesse. Grâce à une politique monétaire souple, la banque centrale donne naissance à une catégorie de personnes qui deviennent involontairement des consommateurs sans avoir contribué au préalable à la masse de l'épargne réelle. Leur consommation est rendue possible par le détournement de l'épargne réelle des producteurs de richesses. Ils ne font que puiser dans le réservoir d'épargne réelle et n'apportent rien en retour.

Observez que la consommation et la production sont toutes deux aussi importantes l'une que l'autre dans la réalisation du but ultime des gens, qui est le maintien de la vie et du bien-être. La consommation dépend de la production, tandis que la production dépend de la consommation. La politique monétaire souple de la banque centrale rompt ce lien en créant un environnement où il semble possible de consommer sans produire.

Non seulement la politique monétaire facile fait monter les prix des biens existants ou empêche les biens de devenir moins chers, mais elle donne également lieu à la production de biens qui sont demandés par des producteurs non riches. Or, les biens qui sont consommés par les producteurs de richesse ne sont jamais gaspillés, car ces biens les soutiennent dans la production de biens et de services. Il n'en va cependant pas de même pour les producteurs non riches, qui ne consomment et ne produisent rien en retour.

Tant que l'épargne réelle s'accroît, les divers biens et services qui sont achetés par les producteurs non riches semblent être rentables. Cependant, une fois que la banque centrale a inversé sa politique monétaire souple, le détournement de l'épargne réelle est arrêté. La demande de divers biens et services des producteurs non étatiques est alors affaiblie, ce qui exerce une pression à la baisse sur leurs prix.

Le resserrement de l'orientation monétaire arrête l'hémorragie des producteurs de richesse, car il sape les activités des bulles. La chute des prix de divers biens et services est simplement une réponse à l'arrêt de l'appauvrissement des producteurs de richesse et signifie donc le début de la guérison économique. De toute évidence, inverser l'orientation monétaire afin d'empêcher une chute des prix revient à renouveler l'appauvrissement des producteurs de richesses.

En règle générale, ce que la banque centrale tente de stabiliser, c'est ce qu'on appelle l'indice des prix. Mais le "succès" de cette politique dépend de l'état du stock d'épargne réelle. Tant que le réservoir d'épargne réelle s'élargit, le renversement de la politique de resserrement crée l'illusion que la politique monétaire laxiste est le bon remède. En effet, la politique monétaire souple, qui renouvelle le flux d'épargne réelle vers les producteurs

non riches, soutient leur demande de biens et de services, ce qui permet d'arrêter ou même d'inverser la déflation des prix.

En outre, comme le réservoir d'épargne réelle continue de s'accroître, le rythme de la croissance économique reste positif. D'où la croyance erronée selon laquelle une politique monétaire souple qui inverse une chute des prix est la clé de la relance de l'activité économique.

L'illusion que le pompage monétaire peut maintenir l'économie en marche est brisée dès que le réservoir d'épargne réelle commence à diminuer. Une fois que cela se produit, l'économie commence à plonger. Le relâchement le plus agressif de la politique monétaire ne l'inversera pas.

De plus, le renversement de la politique monétaire restrictive va ronger davantage le réservoir d'épargne réelle, aggravant ainsi le marasme économique. Même si des politiques monétaires laxistes réussissaient à faire monter les prix et les attentes inflationnistes, elles ne pourraient pas relancer l'économie alors que le réservoir d'épargne réelle est en baisse.

NOTES

1.

Joseph T. Salerno, "An Austrian Taxonomy of Deflation" (document présenté à Boom, Bust, and the Future, Mises Institute, Auburn, AL, 19 janvier 2002), p. 8.

2.

Murray N. Rothbard, What Has Government Done to Our Money ? (Auburn, AL : Ludwig von Mises Institute, 1991), p. 17.

Les banques centrales du monde entier [Canada inclus] adoptent un "assouplissement quantitatif" sans précédent

Ryan McMaken 04/14/2020 Mises.org



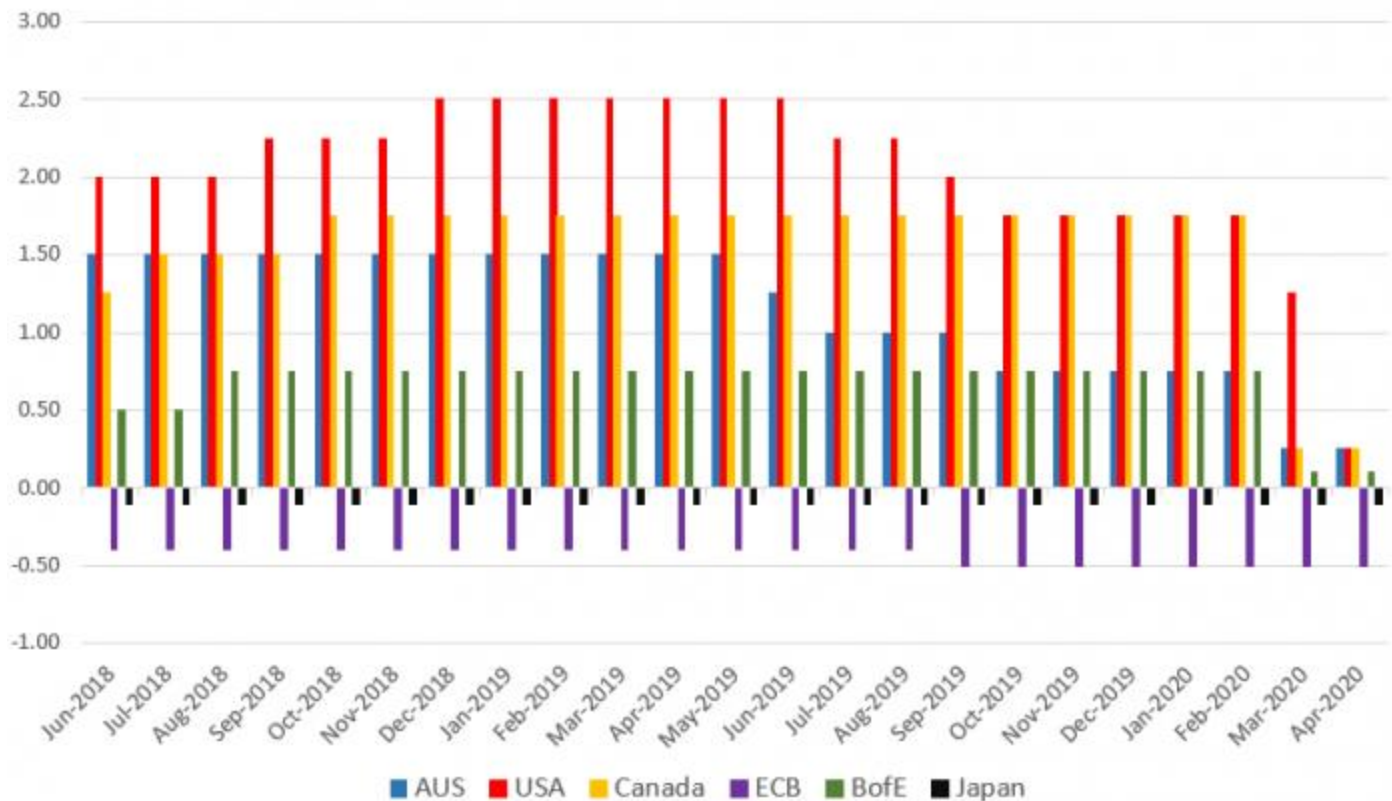
On a l'impression que cela fait des mois, mais cela ne fait que quelques semaines que les banques centrales du monde entier ont commencé à abaisser leurs taux d'intérêt directeurs à des niveaux historiquement bas dans le monde entier. Là où les taux n'ont pas été réduits, les banques centrales ont adopté de vastes plans d'assouplissement quantitatif. Dans certains endroits, les banques centrales ont à la fois réduit les taux et adopté un nouvel assouplissement quantitatif.

Certaines banques centrales ont agi plus tôt que d'autres. La Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine savaient toutes deux que cette économie déjà faible s'affaiblissait encore plus à la fin de l'été 2019. La Fed a réduit le taux directeur de 2,5 à 1,75 % de juin à octobre. La BCE a encore réduit son taux négatif de -0,4 % pour le ramener à -0,5 % en septembre.

Les taux ont toutefois commencé à s'effondrer en mars. La Fed s'est réunie à deux reprises en mars, réduisant d'abord les taux à 1,25 %, puis à 0,25 % peu après. En mars également, la Banque du Canada et la Banque d'Australie ont réduit leurs taux directeurs à 0,25 %. La Banque d'Angleterre a réduit son taux directeur à 0,1 %.

La Banque du Japon a annoncé que son taux directeur resterait inchangé à -0,1 %.

Key Target Central-Bank Interest Rates, by %



Nouvel assouplissement quantitatif

Si le Japon maintient son taux cible, il y aura aussi beaucoup de nouveaux EQ. Le Wall Street Journal en parle :

La BOJ a maintenu son objectif pour les taux d'intérêt à court terme à moins 0,1 % et son objectif pour le rendement des obligations d'État japonaises à 10 ans à environ zéro... La BOJ a acheté des fonds d'actions négociés en bourse à un rythme annuel de 6 000 milliards de yens, soit environ 56 milliards de dollars, et elle a déclaré lundi qu'elle doublerait cet objectif pour le porter à 12 000 milliards de yens pour le moment. Elle a également mis en place un nouveau programme pour aider les banques à prêter aux entreprises touchées par le virus et a augmenté les achats de papier commercial.

Pendant ce temps, la Banque d'Angleterre ne se donne même pas la peine d'utiliser l'euphémisme "assouplissement quantitatif". La Banque d'Angleterre remet maintenant directement de l'argent frais au Trésor pour combler son énorme déficit budgétaire :

Le Royaume-Uni est devenu le premier pays à adopter le financement monétaire du gouvernement pour financer le coût immédiat de la lutte contre les coronavirus, la Banque d'Angleterre ayant accepté une demande du Trésor pour financer directement les besoins de dépenses de l'État sur une base temporaire. Cette décision

permet au gouvernement de contourner le marché obligataire jusqu'à ce que la pandémie de Covid-19 se calme, en finançant des coûts inattendus tels que le programme de maintien de l'emploi dont les bons arriveront à échéance à la fin du mois d'avril. Bien que le gouverneur de la BoE Andrew Bailey se soit opposé au financement monétaire en début de semaine, les responsables du Trésor ont estimé qu'il était préférable d'avoir l'assurance de la banque centrale disposée à financer ses opérations à court terme.

En Europe, la BCE a annoncé le 18 mars dernier un nouveau "programme d'achat d'urgence" de 50 milliards d'euros.

Avec la BCE, on pourrait, dans une certaine mesure, qualifier ce programme de "similaire", puisque l'Europe semble avoir été la moins encline des grandes banques centrales occidentales à réduire ses programmes d'assouplissement quantitatif, même au plus fort du boom (tiède) de cette dernière décennie. En 2012, le président de la BCE de l'époque, Mario Draghi, a déclaré que la BCE ferait "tout ce qu'il faut" pour sauver la zone euro. La BCE n'a jamais donné beaucoup de raisons de douter qu'elle allait au moins essayer de le faire. Mais ce dernier cycle n'est pas tout à fait le même, puisque cette nouvelle série d'achats ne sera pas limitée comme l'était l'assouplissement quantitatif du passé. Rapports de Bloomberg :

Les obligations d'État se sont ralliées dans toute la zone euro après la publication par la BCE d'un document juridique selon lequel les limites d'émission, qui limitent l'achat d'obligations souveraines à un tiers de la dette de chacun de ses États membres, "ne devraient pas s'appliquer" à son nouveau programme.

Les États membres de la zone euro sont maintenant libres d'accumuler encore plus de dettes qu'auparavant. En Europe, les enjeux politiques sont très élevés, puisque l'Italie ne s'est jamais vraiment remise de la dernière récession et que son système bancaire est au bord du gouffre depuis des années. L'Italie a été soutenue par la BCE de diverses manières et, comme son économie est maintenant en chute libre, les Européens d'autres pays de la zone euro (en particulier les Allemands) devront puiser dans leurs économies pour maintenir sa solvabilité. Les retombées politiques pourraient être importantes.

Le Canada (un pays dont la population et l'économie sont à peu près aussi importantes que celles de la Californie (et dont le budget s'élève à environ 350 milliards de dollars)) a entamé il y a deux semaines une nouvelle série d'assouplissements quantitatifs. Fin mars, la Banque du Canada a annoncé qu'elle "commencera à acquérir des titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire. Les achats commenceront avec un minimum de 5 milliards de dollars par semaine, sur l'ensemble de la courbe des rendements".

Comme le note le National Post,

Il s'agit d'un début modéré par rapport à ce que certains analystes prédisent, à savoir des centaines de milliards de dollars d'achats d'obligations du gouvernement canadien dans les mois à venir, dans le cadre des efforts de la banque centrale pour soulager les tensions dans le système financier et garder l'argent à bon marché pour les emprunteurs. La Banque du Canada n'a pas fixé de limite aux achats.

En Australie (où la population et l'économie sont à peu près de la taille du Texas), la Banque de réserve d'Australie a fait une annonce :

"Il n'y a vraiment rien d'exclu", a déclaré le gouverneur de la RBA, Philip Lowe, à Sydney, après avoir prononcé un discours sur les mesures nouvellement annoncées.

"Nous sommes dans une période extraordinaire et nous sommes prêts à faire tout ce qui est nécessaire pour que les coûts de financement en Australie soient bas et que l'offre de crédit soit là pour les entreprises et les ménages australiens".

L'approche australienne semble être moins centrée sur la banque centrale. L'État australien a exprimé des plans de relance budgétaire très variés et, "dans une déclaration séparée, le gouvernement a déclaré qu'il achèterait pour 15 milliards de dollars australiens de titres adossés à des hypothèques résidentielles et d'autres titres adossés à des actifs au cours des 12 prochains mois".

Bien entendu, si le gouvernement australien doit recourir au financement du déficit pour ces achats, la banque centrale finira par fournir les liquidités nécessaires.

Un monde sans épargne

Nous découvrons rapidement à quoi ressemble un monde sans épargne. Toutes ces affirmations que nous avons entendues pendant des années de la part des banquiers centraux sur la façon dont une "surabondance d'épargne" faisait baisser les taux d'intérêt sont moins convaincantes que jamais. Il est de plus en plus évident que les banques centrales sont parmi les seules institutions à avoir envie d'acheter des actifs. Cela s'explique, bien sûr, par le fait que les banques centrales peuvent créer de l'argent à partir de rien, alors que le monde est au bord de l'insolvabilité. Les institutions qui semblaient être rentables ne faisaient en réalité que joindre les deux bouts grâce aux sauvetages passés et à la poursuite de programmes d'assouplissement quantitatif de faible intensité. C'étaient des "zombies".

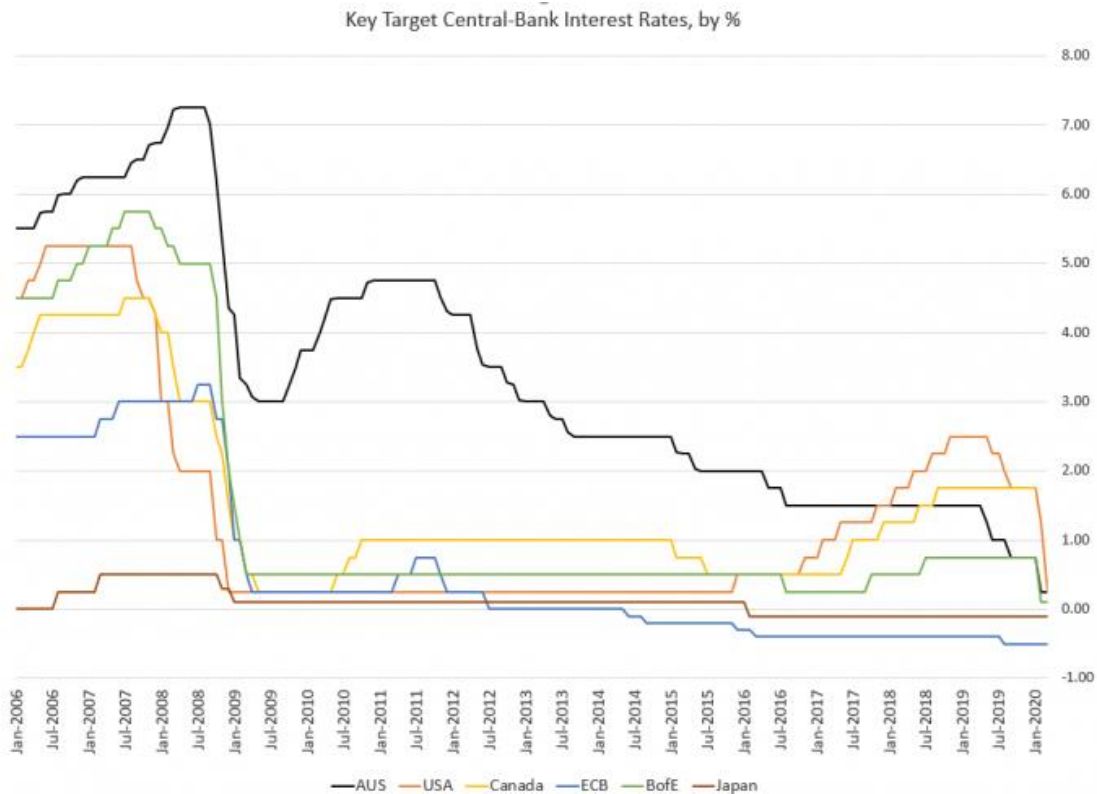
Après des décennies de taux d'intérêt extrêmement bas, pratiqués par des gouvernements et des banques centrales obsédés par la maximisation des dépenses de consommation, nous nous retrouvons avec des dettes qui dépassent de loin l'épargne. Sans les banques centrales, il y aurait une déflation mondiale massive. Bien sûr, cela nuirait à de nombreuses institutions financières, mais cela entraînerait également une baisse des cours des actions, de l'immobilier et des prix d'autres actifs qui ont été soutenus au profit des banquiers, des gestionnaires de fonds spéculatifs et des milliardaires pendant des décennies. Cela se traduirait par une plus grande accessibilité financière pour beaucoup et par une restructuration de l'économie mondiale dont le besoin se fait cruellement sentir.

La seule issue est de laisser la liberté aux taux d'intérêt et de permettre au secteur financier de prendre le dessus. Si les taux d'intérêt étaient autorisés à refléter la demande du marché, ils augmenteraient rapidement et l'épargne réelle augmenterait rapidement car les personnes ayant les moyens d'épargner seraient enfin incitées à placer leur argent ailleurs que sur le marché boursier et dans d'autres secteurs qui survivent principalement grâce à l'hypothèse que les gouvernements et les banques centrales les renfloueront toujours. Les ressources recommenceraient alors à circuler vers des actifs directement impliqués dans la production de biens et de services. La production réelle augmenterait, ce qui atténuerait le choc d'offre.

[RELATED: "[What If the Fed Did Nothing?](#)," by Noah Bonn]

Dans l'état actuel des choses, les banques centrales vont plutôt se concentrer sur l'aide au secteur financier. Mais le secteur financier n'est guère incité à accorder des prêts aux ménages et aux institutions de l'économie réelle. Tant que l'économie se trouve dans une zone à haut risque - les banques centrales soutiennent simultanément la demande d'actions, d'obligations et d'une poignée d'autres actifs - il est plus logique que le secteur financier se repose sur les mêmes actifs sûrs qu'il a accumulés pendant des années. Pourquoi prêter à une petite entreprise alors que la Fed s'assurera que vos titres adossés à des créances hypothécaires constituent une alternative plus

sûre ? Tant que le commerce mondial peut ouvrir la voie à des biens et services plus abordables, une échappatoire limitée est possible. Mais compte tenu des problèmes d'approvisionnement actuels, cette porte de sortie pourrait être inaccessible pendant un certain temps. Dans l'intervalle, la douleur sera considérable pour beaucoup. Mais ne vous inquiétez pas : les portefeuilles de nombreux milliardaires seront bien. Les banques centrales s'en assureront.



Auteur :

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est rédacteur en chef à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour Mises Wire et The Austrian, mais lisez d'abord les directives pour les articles. Ryan est diplômé en économie et en sciences politiques de l'Université du Colorado, et a été économiste pour la Division du logement du Colorado de 2009 à 2014. Il est l'auteur de *Commie Cowboys : The Bourgeoisie and the Nation-State in the Western Genre*.

Pourquoi cette économie de bulles continue et continue

Thorsten Polleit 04/13/2020 Mises.org



Nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi le système mondial de la monnaie fiduciaire ne s'est pas encore effondré. Le système de la monnaie fiduciaire ne s'est pas effondré lors de la crise financière et économique de 2008/2009, lorsque de nombreuses personnes craignaient que la pyramide de la dette ne s'effondre. Et il n'a pas

fait faillite lors de la crise actuelle du coronavirus, dans laquelle les gouvernements du monde entier ont mis fin à l'activité économique, faisant chuter la production et monter le chômage en flèche. Tout cela ne contredit-il pas la théorie autrichienne du cycle économique (ABCT), selon laquelle un boom financier induit par l'argent doit se terminer par un effondrement ?

La réponse est non, ce n'est pas le cas. L'ABCT, telle que développée notamment par Ludwig von Mises, est une théorie a priori. Ses affirmations sont constamment ancrées dans la logique irréfutablement vraie de l'action humaine. En tant que telle, l'ABCT nous dit précisément ce qui arrivera à l'économie si et quand la banque centrale, en étroite coopération avec les banques commerciales, augmentera la quantité d'argent par l'expansion du crédit : les taux d'intérêt du marché seront artificiellement supprimés, la consommation augmentera au détriment de l'épargne, et des investissements supplémentaires seront induits. L'économie, qui commence à vivre au-dessus de ses moyens, entre dans une période d'expansion.

Une fois que le crédit supplémentaire et l'injection d'argent ont fait leur chemin dans le système économique, affectant les salaires et les prix des biens, le taux d'intérêt du marché revient à son niveau initial. La consommation diminue, l'épargne augmente et les nouveaux investissements s'avèrent non rentables, car les entrepreneurs se rendent compte que leur calcul économique a été corrompu par la suppression artificielle du taux d'intérêt du marché. Il s'avère que la surconsommation et le malinvestissement sont les conséquences du boom, que la structure de production a été mal orientée et doit être corrigée, ce qui se produit par le biais de l'effondrement.

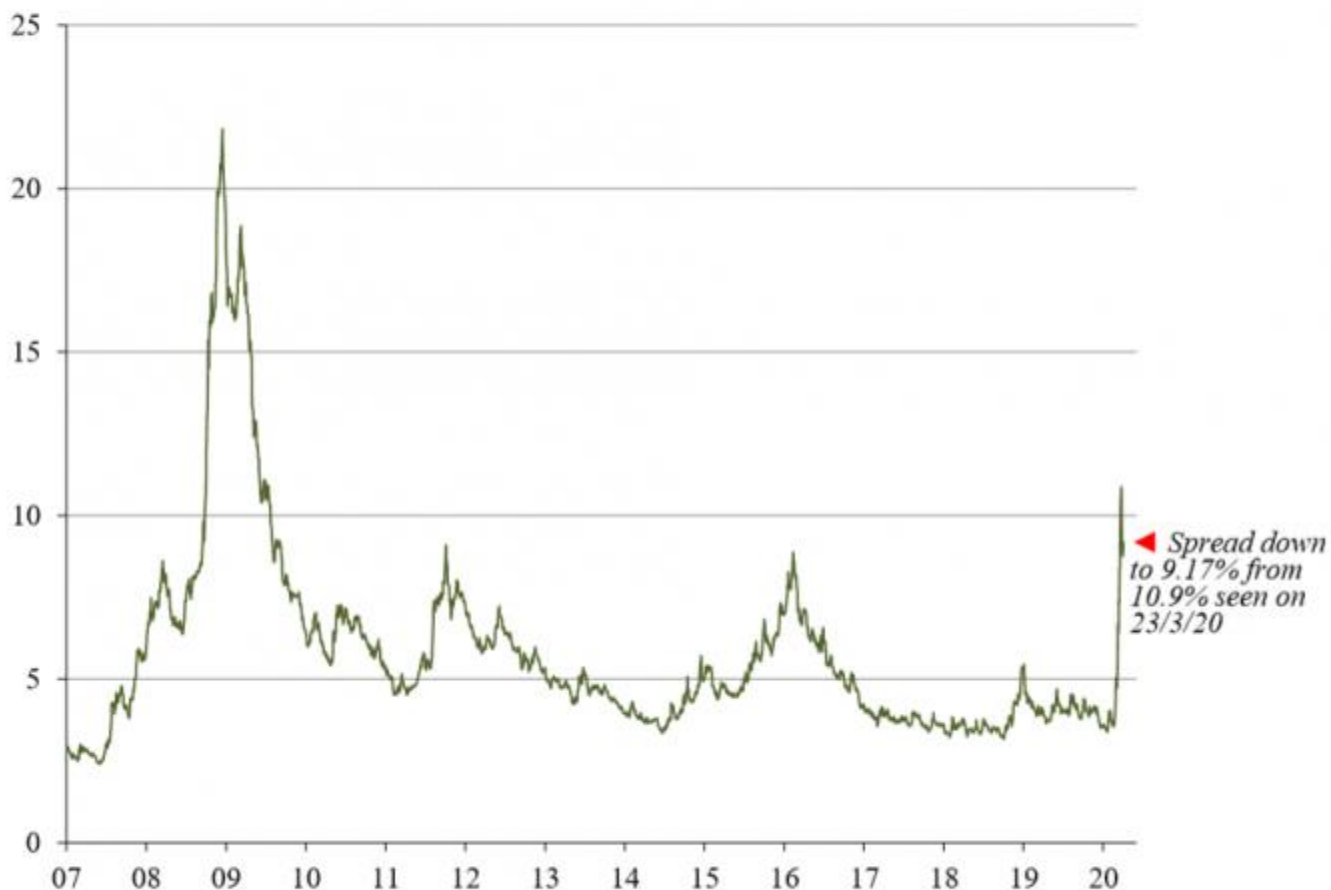
C'est dans ce sens que l'ABCT nous informe que le boom doit (tôt ou tard) se terminer par une baisse. Son raisonnement, aussi irréfutablement correct qu'il soit en termes de logique de l'action humaine, ne peut cependant pas être utilisé sans réserve pour expliquer le monde réel. En effet, l'ABCT, comme toute autre théorie, est vraie toutes choses égales par ailleurs, selon la notion d'égalité des choses. Pour donner une illustration simple : si la banque centrale injecte de l'argent frais dans l'économie par l'expansion du crédit, et si on laisse le marché libre fonctionner, et s'il n'y a pas d'autres facteurs tels que l'augmentation de la productivité, l'évolution des goûts des consommateurs, etc.

Le monde réel, cependant, est un endroit différent. Non seulement les consommateurs et les producteurs modifient leur comportement au fil du temps, mais il y a aussi l'action des pouvoirs publics, qui affecte le fonctionnement du système économique. Plus important encore, l'ingérence du gouvernement dans le marché est en augmentation. Elle s'attaque aux forces mêmes qui peuvent transformer un boom en un échec, et c'est ce qu'elles font généralement. Après la dernière crise financière et économique de 2008/2009, les banques centrales ont mis en place un "filet de sécurité" sous les marchés financiers et les économies : les entreprises et les investisseurs peuvent être assurés que les banques centrales, en cas de besoin, viendront à leur secours et les renfloueront.

La même chose s'est produite fin mars 2020, lorsque les gouvernements du monde entier, en réaction à la décision politique de mettre fin à l'activité économique, ont mis en place de gigantesques plans de sauvetage destinés à soutenir les marchés du crédit et à accorder des prêts et des allocations de chômage aux entreprises et aux consommateurs en difficulté. Bien sûr, les gouvernements n'ont pas tout l'argent promis aux victimes du "lockdown" à portée de main. Et cet argent ne peut être obtenu en augmentant les impôts ou en émettant de nouvelles obligations sur les marchés des capitaux sans faire monter les taux d'intérêt.

The Fed's "bail out" package eases stress in the US credit market

Credit spread in the US high yield market in per cent ⁽¹⁾



Source: Federal Reserve Bank of St. Louis; chart by Degussa.

⁽¹⁾ ICE BofA US High Yield Index Option-Adjusted Spread.

Les banques centrales ont commencé à faire le sale boulot en mettant en place le plus grand "filet de sécurité" de tous les temps. Pour éviter l'effondrement, elles manipulent les taux d'intérêt à la baisse et imprimeront des montants toujours plus importants si nécessaire. En particulier, et surtout, les banques centrales ont pénétré les marchés du crédit aux entreprises et du crédit bancaire à long terme. Elles ont abaissé le coût du crédit et du capital en général. Les bénéficiaires sont les grandes entreprises, Wall Street et, bien sûr, les investisseurs à fort effet de levier, les banques et le secteur financier en général.

Cela ne reporte-t-il pas simplement l'inévitable faillite, pourrait-on se demander ? L'ABCT aide même à trouver une réponse à cette question. Tout d'abord, il est évident qu'il y aura une crise de type récession-dépression à un moment donné, si et quand les forces du marché auront la possibilité de rétablir l'équilibre de l'économie. Cependant, ni les politiciens, ni les banquiers, ni les entrepreneurs, ni les employés ne veulent que cela se produise. Les gouvernements et leurs banques centrales, soutenus par une population qui craint de plus en plus les pertes d'emplois et la ruine personnelle, ont donc carte blanche pour aller de l'avant et se débarrasser du peu qu'il reste du système de marché libre.

Pour échapper à l'effondrement, le système de marché libre est transformé en Befehlswirtschaft : un système dans lequel les moyens de production restent officiellement entre les mains du secteur privé, mais dans lequel

l'État, et les groupes d'intérêts spéciaux qui le dirigent, sont en réalité aux commandes, dictant et contrôlant les prix des marchandises, les taux d'intérêt, les salaires, les revenus, les conditions de travail, et même nationalisant et gérant des banques et des industries entières. C'est le modèle que les nationaux-socialistes allemands ont érigé à la fin des années 1930 : l'État dictait ce qui devait être produit, par qui, quand, où et à quel prix.

L'histoire ne se répète pas, mais parfois elle rime. Le monde occidental fait de plus en plus, et assez rapidement, ses adieux à l'idée du système de marché libre, poussé par la tentative de repousser l'inévitable effondrement, qui est la conséquence d'une décennie de surendettement causée et rendue possible par le régime de monnaie fiduciaire des banques centrales. Bien que cela puisse effectivement éloigner la crise pendant un certain temps, cela affaiblira la production et les gains d'emploi. Le niveau de vie des gens ne s'améliorera plus à un rythme acceptable, et il pourrait même baisser ; avec cela vient l'appauvrissement.

Ce sont ces mêmes ingrédients qui facilitent la montée de l'État totalitaire. Ainsi, la vérité désagréable est que, sans permettre un effondrement - un grand crash -, le système de la monnaie fiduciaire et toutes les forces qui travaillent à l'agrandissement de l'État sont là pour rester et, comme on pouvait s'y attendre, vont s'aggraver. Le prix à payer pour maintenir le boom actuel et la structure économique et sociale qu'il a engendrée est la fin de la société de libre marché telle que nous la connaissons. Cela dit, il faut hésiter à se sentir soulagé que les banques centrales semblent avoir réussi une fois de plus à lutter contre la crise.

L'ABCT, dans sa formulation traditionnelle, nous éclaire sur les conséquences de la manière dont le système de libre marché transforme en faillite un boom artificiel induit par la monnaie. Elle nous aide également à comprendre quelles sont les actions les plus susceptibles d'être prises par ceux qui veulent empêcher que le boom ne se termine par un fiasco : la société libre, l'ordre du marché libre, en sera la victime. L'argent Fiat - toutes choses égales par ailleurs - est un moyen sûr de renverser progressivement l'ordre actuel. En ce sens, c'est un outil d'agitation furtive pour les marxistes qui cherchent à renverser le capitalisme, la société de propriété privée.

Rétrospectivement, il semble donc qu'il ait été prématuré d'interpréter le dernier crash boursier - l'indice boursier S&P 500 a chuté de 33% du 12 février 2020 à son plus bas niveau le 24 mars 2020 - comme une indication de la fin prochaine du régime de la monnaie fiduciaire. Le pouvoir des gouvernements et des banques centrales sur les affaires économiques et sociétales n'a pas été brisé. Au contraire, il faut craindre qu'il ne se soit encore renforcé au cours du dernier "lockdown" : plus que jamais, les États et leurs banques centrales démantèlent le système de marché libre, cimentant leur monnaie fiduciaire et érigeant finalement l'État tout-puissant.

L'ABCT est une théorie du "boom and bust" qui ne s'effondre pas. Elle offre des vérités intemporelles sur les conséquences économiques de l'injection de monnaie fiduciaire dans l'économie. Nous savons qu'un boom doit se traduire par un effondrement. Mais nous ne pouvons pas prévoir avec certitude quand cela se produira. Tout dépend des "conditions particulières" dans lesquelles le régime de la monnaie fiduciaire fonctionne. Dans une économie de marché entravée, le boom pourrait très bien durer plus longtemps que prévu. Et le krach final pourrait se présenter sous une forme assez différente si et quand les gouvernements mettront de plus en plus fin au système de marché libre : à savoir la tyrannie.

Auteur : Thorsten Polleit

Le Dr Thorsten Polleit est économiste en chef de Degussa et professeur honoraire à l'université de Bayreuth. Il agit également en tant que conseiller en investissement.

L'accord OPEP+ est "trop peu et trop tard".

Par Nick Cunningham - 13 avril 2020, OilPrice.com



"L'accord historique que nous avons vu... n'est que de 10 mb/j. Mais ce n'est que la moitié de l'histoire", a déclaré le secrétaire américain à l'énergie, Dan Brouillette, sur Fox Business. "Quand vous additionnez toutes les réductions de production dans le monde, nous allons être beaucoup plus proches des 20 mb/j qui seront retirés du marché."

Après plusieurs jours de négociations, l'OPEP+ a réussi à obtenir une réduction historique de la production d'environ 10 millions de barils par jour. Des réductions supplémentaires de la part d'une série de pays non membres de l'OPEP, dont les États-Unis, ont amplifié le chiffre principal, bien que ces réductions ne soient pas obligatoires. Au lieu de cela, le marché va forcer la fermeture, une tendance pour laquelle l'administration Trump s'attribue le mérite d'une "réduction".

Grâce à une comptabilité optimiste, l'administration Trump a facturé l'accord comme une réduction de près de 20 mb/j. En réalité, le chiffre sera beaucoup plus faible. Quoi qu'il en soit, la baisse de la demande mondiale dépasse tellement les réductions que les prix du pétrole sont restés stables lundi.

Cela ne veut pas dire que l'accord n'aura aucun effet. Au contraire, il pourrait empêcher un effondrement plus catastrophique, même si les prix ne se redressent pas de sitôt. "Après avoir examiné le gouffre il y a trois semaines, l'accord devrait apporter une certaine stabilité aux prix mondiaux du pétrole et réduire la volatilité", a écrit la Bank of America Merrill Lynch dans une note lundi.

L'accord atténue une partie de la destruction dans les zones de schiste aux États-Unis. Bank of America a prédit que la production pétrolière américaine aurait chuté de 3,5 mb/j d'ici la fin de l'année prochaine en l'absence d'un accord. Les réductions annoncées par l'OPEP+ pourraient se traduire par une baisse de la production américaine d'un montant plus modeste de 1,8 mb/j à la place.

Néanmoins, l'effondrement actuel a déjà des effets. Selon le Wall Street Journal, l'industrie pétrolière nord-américaine a annoncé une réduction des dépenses d'environ 50 milliards de dollars au cours du mois dernier. Les États-Unis et le Canada ont mis plus de 300 plates-formes sur les tablettes depuis la mi-mars.

Le nombre de plates-formes canadiennes est tombé à 35, un record. Il y avait 240 plates-formes en service au Canada à la fin du mois de février. La production au Canada a déjà baissé de 325 000 bpj.

Les fermetures ont déjà commencé. Continental Resources a déclaré qu'elle réduirait la production de 30 % pour les mois d'avril et mai. Concho Resources a commencé à fermer des puits dans le Permien la semaine dernière. Parsley Energy a arrêté la production de 150 puits. Comme le fait remarquer la WSJ, de nombreuses autres petites entreprises ferment leurs portes.

La baisse de la demande est tout simplement trop importante. À court terme, la demande a diminué de 25 à 30 mb/j, selon un ensemble d'analystes. La Bank of America prévoit une baisse de la demande de 9,2 mb/j pour l'année entière en 2020, une baisse plus importante que les 4,4 mb/j que la banque avait précédemment prévus. "L'implosion de la demande est immédiate et profonde, alors que la baisse de l'offre se fera probablement par étapes", a déclaré la Bank of America. "Il reste donc de nombreux risques de baisse".

Les réductions de l'OPEP+, aussi extraordinaires soient-elles, ne peuvent pas compenser le coup porté à la demande. Goldman Sachs a qualifié l'accord de "trop peu et trop tard". JBC Energy a appelé l'accord "juste un pansement sur une plaie ouverte".

"Il est probable que les attentes selon lesquelles cela va endiguer la marée de la faiblesse des prix physiques directs dans les semaines à venir sont mal placées", a déclaré JBC. "La perspective d'atteindre les prix des débardeurs reste réelle dans nos chiffres de modèles malgré l'accord OPEP+".

On peut également se demander si toutes les parties respecteront leurs engagements. Le Mexique s'est opposé à des réductions de 400 000 bpj, acceptant au contraire de ne réduire que de 100 000 bpj. Mais ils ont été au moins francs à ce sujet. D'autres pays pourraient tout simplement continuer à surproduire. "Il y a un certain nombre d'engagements qui semblent très peu susceptibles de se concrétiser, c'est le moins qu'on puisse dire, avec des promesses de réduction de 23% de la part de pays comme le Nigeria, le Kazakhstan et l'Irak qui semblent être à la limite de toute mesure de conformité historique", a averti JBC.

Lundi, le premier jour de négociation après l'annonce de l'accord OPEP+, le WTI s'échangeait à environ 22 dollars le baril. Une semaine plus tôt, avant l'accord, le WTI était à 26 dollars le baril.

Nous venons de subir un coup d'État sans précédent dans l'histoire depuis 1917. Et personne ne s'en est rendu compte !

[Charles Gave](#) 13 April, 2020 Institut des Libertés



Depuis des décennies je réfléchis à un problème qui me tracasse vraiment et dont j'ai souvent parlé dans ces chroniques : Pourquoi la monnaie a-t-elle de la valeur ?

La meilleure explication donnée de ce phénomène étrange le fut par le Christ, à qui un pharisien demandait s'il fallait payer l'impôt à Rome, ce qui était un piège. Jésus lui demanda avec quoi paye t'on cet impôt ? Le pharisien lui montra une pièce. Qui est cette personne sur la pièce ? demanda le Christ. Le pharisien lui répondit « César » et c'est là que tomba la phrase qui annonçait la naissance du monde moderne par la séparation de l'église et de l'état, « *rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu* ».

Mais cette phrase dit aussi très clairement (ce que personne ne relève jamais) que *la monnaie c'est l'état* et que cette monnaie sert à payer les impôts. De nos jours l'état, représente une nation, c'est dire une volonté de vivre ensemble et cette nation a besoin d'être défendue contre les ennemis intérieurs et extérieurs, ce qui coûte de l'argent et nécessite donc de lever des impôts.

La monnaie est donc une convention règlementée par l'état, telle est l'explication du Christ et c'est bien sur la bonne. Tout cela les lecteurs de l'IDL le savent depuis longtemps

Mais les idées suivantes, qui m'ont été inspirées par ce qui se passe dans le monde en ce moment sont nouvelles, en tout cas pour moi, et il va falloir que le lecteur s'accroche une fois de plus tant elles sont importantes.

Comme chacun le sait, et comme le disait Bastiat, si vous désirez vraiment quelque chose il n'y a que deux façons de l'acquérir : travailler pour pouvoir l'acheter, ou, le voler, ce qui prend beaucoup moins de temps mais ce qui peut être dangereux sauf bien sur si vous vous faites élire comme socialiste ou communiste et que vous changez la loi pour vous permettre de voler le fruit du travail des autres.

C'est ce que disait aussi, mais d'une façon plus imagée, mon vieux professeur d'économie à Toulouse quand il avançait qu'il n'y avait que deux façons de répartir la rareté, la main invisible d'Adam Smith ou le grand coup de pied dans le derrière de Joseph Staline et qu'il n'y avait RIEN entre les deux. On ne peut pas « en même temps » être pour la main invisible et le coup de pied dans le derrière.

En bonne théorie libérale, dans un système de marché libre (la main invisible d'Adam Smith), une transaction « juste » a lieu si les deux parties sont d'accord sur le prix et si cet échange est fait librement. Dans ce cas de figure, les deux parties prenantes sont gagnantes et l'économie s'enrichit de la somme de ces deux gains. Et c'est pour ça qu'Adam Smith l'emporte toujours sur Joseph Staline car le gars recevant le coup de pied dans le derrière a en général du mal à comprendre que c'est pour son bien.

Mais dans cette transaction librement consentie, s'introduit un piège.

J'ai parlé d'un **prix** librement consenti, libellé dans la monnaie de César, c'est-à-dire la monnaie étatique.

Et donc j'ai une immense contradiction à l'intérieur du système capitaliste : la production et les échanges peuvent être régis par la main invisible MAIS le prix auquel cet échange aura lieu sera lui libellé dans une monnaie qui elle fonctionne à grands coups de pied dans le derrière puisque la plupart des monnaies bénéficient de ce que l'on appelle le « cours forcé », ce qui revient à dire qu'en France les transactions doivent avoir lieu dans la monnaie de l'état français.

Car, quand je fais une transaction en France, elle a lieu dans la monnaie qui a cours LEGAL en France, aujourd'hui l'Euro demain le Bolivar Vénézuélien, après demain le Mark Allemand...en attendant le troc ou le retour de l'or. Et définir la monnaie qui a cours légal en France est un privilège régalien. Je peux prêter de l'argent à l'état français en Euro aujourd'hui et me les voir rembourser en « nouveau-nouveau » franc français dans 10 ans et je n'aurais rien à dire.

Et cette contradiction pourrait depuis toujours les relations entre le système politique (ceux qui contrôlent l'Etat et doivent trouver les sous pour assurer son fonctionnement et accessoirement leur enrichissement personnel) et ceux qui créent de la valeur en lui donnant un prix car ce prix devra être libellé dans la monnaie de l'état local, ce qui permet bien sur toutes les entourloupes.

Résumons ce que je viens de dire.

Le secteur privé fonctionne au mieux si la main invisible d'Adam Smith est au travail.

Mais cela implique que le secteur privé utilise la monnaie qui elle est contrôlée par Joseph Staline, ce qui veut dire qu'à terme l'oncle Joseph va se servir de son monopole d'émission de la monnaie pour piller le secteur privé puisqu'il a le monopole de la violence légitime, et cela de façon inéluctable.

Que faire ?

Bien entendu et depuis la nuit des temps, l'état va tout faire pour s'introduire entre les deux parties pour prélever sa livre de chair au moment de la transaction : TVA, droits de douane, octrois, esclavage, spoliation légale, réquisition, service militaire obligatoire, confiscation... la liste est longue et Bastiat, encore lui, les a beaucoup mieux décrits que tout ce que je pourrais faire et je renvoie à ses écrits dans les « harmonies économiques » par exemple.

Mais le plus simple, et de loin, est de se servir de la capacité que l'état a de créer de la monnaie à partir de rien (de nos jours) pour organiser à son profit ce qu'il faut bien appeler des enrichissements sans cause en faisant varier le volume de la monnaie émise pour acheter des actifs du secteur privé par exemple, en les payant en monnaie de singe.

Et là, je dois dire que je suis en train d'assister à quelque chose que je croyais impossible, mais une fois de plus je me trompais sur la capacité de nuisance des hommes de Davos (au fond, je suis un grand naïf).

Pour être honnête, j'attendais une contre-attaque de leur part, mais la violence de celle-ci me laisse pantois.

Ils ont tout simplement décidé de **nationaliser tout le secteur financier**, c'est-à-dire la partie du secteur étatique qui était en contact permanent avec le secteur privé.

Pour utiliser une image, le secteur financier c'est comme une réserve d'eau dans un barrage en montagne qui sert à irriguer les plaines en dessous.

Le barrage est géré par l'Etat et régulé par l'autorité qui contrôle le débit vers le bas (la banque centrale), mais l'eau (l'épargne) appartient au secteur privé.

Depuis 10 ans, « ils » ne payaient plus ceux qui rajoutaient de l'eau (les épargnants) en pratiquant des taux d'intérêts négatifs mais la semaine dernière ils ont fait très fort : ils ont décidé que l'eau était maintenant à eux et qu'ils payeraient ce qui est en fait une nationalisation par chaque pays de son épargne en imprimant du papier monnaie en guise de paiement pour s'approprier le stock d'épargne qui était en amont du barrage.

Voilà qui doit représenter la plus grande nationalisation de l'histoire. Lénine doit se retourner dans sa tombe sur la place rouge devant l'amateurisme dont il a fait preuve en 1917...

Eu une semaine, nous sommes passés en ce qui concerne la distribution et la collecte de l'épargne d'un système de marché à un système technocratique, centralisé et où les faillites sont interdites.

Adieu Schumpeter et la création destructrice...

Je dois avouer que j'en suis resté comme deux ronds de flans.

Et cela s'est fait sans aucun vote des parlements, sans aucune révolte des peuples, sans aucune consultation juridique auprès des cours suprêmes et des conseils d'Etat.

Bien pire les marchés sont montés tant ceux qui allaient être mis en faillite pour avoir mal utilisé l'épargne qui leur avait été confiée ont été soulagés. En fait, en faisant cela les banques centrales sauvent de la faillite une fois de plus les mécréants du capitalisme de connivence, mais non pas après qu'ils aient fait faillite, comme en 2008, mais avant, ce qui est quand même moins stressant pour eux.

Nous sommes en train de subir le plus extraordinaire coup d'Etat organisé par la classe technocratique mondiale sans que quiconque ne bronche. Ce coup d'état cherche à sauver la mondialisation malheureuse qui a ruiné tout le monde sauf ceux qui étaient proches des banques centrales, au détriment des peuples.

Et le moment choisi, celui de la pandémie, est étonnant d'opportunisme.

Car nous avons une pandémie qui s'est abattue sur le monde et je me souviens de la phrase de Ram Emmanuel le conseiller d'Obama qui disait en parlant de la grande crise financière de 2008 : *» ce serait dommage de laisser une telle crise inexploitée »*.

Par-là, il voulait dire qu'une crise est un merveilleux moment pour faire bouger les lignes de force dans un système en faveur de ceux qui sont au pouvoir et qu'il faut taper vite et fort pendant que tout le monde est sonné.

Cette réaction des hommes de Davos (qui peuplent les banques centrales qui ont organisé ce coup d'état) s'est produite en effet à la faveur d'une pandémie et au prétexte de sauver nos vies.

Voilà qui me semble un peu excessif.

Car après tout cette maladie ne semble tuer que les vieux, l'âge moyen des décès causés par le virus étant en France de 81 ans et 99 % des morts en Italie ayant eu plus de 70 ans.

Il aurait peut-être suffi de mettre en confinement les gens au-dessus de 70 ans et de bien foutre la paix aux autres pour qu'ils vaquent à leurs affaires normalement.

Certes, c'est faire peu de cas apparemment de tous les gens âgés dans des asiles de vieux, mais ils meurent en rangs épais dans les asiles de toutes façons et aux Etats-Unis un économiste a calculé que sauver la vie d'une personne de plus de 75 ans revient à mettre 4600 personnes au chômage.

Combien parmi ces 4600 vont se suicider, combien vont être ruinés, combien vont se droguer ou retourner à l'alcoolisme ?

Certes une vie humaine n'a pas de prix, mais elle en a un si pour sauver une vie visible, on condamne dix personnes à la mort parce qu'elles sont invisibles.

Ici on ne parle plus de grandeur d'âme, de compassion mais d'hypocrisie et de lâcheté.

Pour conclure ce papier d'humeur.

Je ne crois pas une seconde que les hommes de Davos soient suffisamment intelligents pour avoir organisé ce coup-là.

Par contre, je les crois suffisamment cyniques pour sauter sur l'occasion quand une opportunité se présente.

Les Peuples grondaient partout et voulaient le retour de la Démocratie et de la Souveraineté Nationale. Voilà qui devraient les calmer et ramener les fortes têtes dans les rangs, pensent sans doute ces esprits faibles qui ne connaissent rien en dehors de leur monde.

Je crains pour-eux- et j'espère- pour nous- qu'une fois de plus ils ne se trompent complètement.

Les Peuples vont se rendre compte qu'ils sont encore plus incompetents qu'ils ne le pensaient et leur fureur va en être décuplée.

- Car ou ils savaient et dans ce cas ce sont des misérables.
- Ou ils ne savaient pas et ce sont des incompetents dont il va falloir se débarrasser.

Et je pense ici à la phrase de Talleyrand

'Si les gens savaient par quels petits hommes ils sont gouvernés, ils se révolteraient vite »

Hélas pour les petits hommes, aujourd'hui, ils le savent.

De la panique des achats à la fermeture des restaurants et des usines : Les camionneurs et les chemins de fer font face aux turbulences de la chaîne d'approvisionnement, aux pics et aux chutes

par Wolf Richter - 14 avr. 2020

"Il y a eu une nette division entre les gagnants et les perdants".

Par Wolf Richter pour WOLF STREET.

La panique des achats de fin février et de mars a été suivie d'un changement soudain de la consommation à la mi-mars, qui a délaissé les restaurants, les écoles, les campus universitaires, les immeubles de bureaux et autres lieux de travail pour se tourner vers les supermarchés, les clubs-entrepôts et le commerce électronique. Pendant des semaines, les chaînes d'approvisionnement de détail en briques et mortier n'ont pas suivi et les rayons vides de certaines catégories de produits sont devenus monnaie courante. Mais les chaînes d'approvisionnement à l'autre bout du spectre se sont arrêtées, coincées avec des marchandises qui n'avaient nulle part où aller.

Cette divergence s'est manifestée dans le secteur du transport routier. Le mois de mars a été bien rempli pour les camions transportant des remorques à fourgon sec et des remorques frigorifiques (reefers). Le rapport entre le nombre de camionnettes et le nombre de camions sur le marché spot a augmenté de 56 % par rapport à février et de 84 % par rapport à mars de l'année dernière, selon DAT Trendlines. Le rapport entre le chargement des camions frigorifiques et le nombre de camions a augmenté de 45 % par rapport à février et de 91 % par rapport à mars de l'année dernière.

Mais en avril jusqu'à présent, tout cela s'est dénoué. Dans la semaine qui s'est terminée le 12 avril, le ratio camionnette/charge a chuté de 44 % par rapport à la semaine précédente. Au cours des deux dernières semaines,

"les volumes de fret spot des camionnettes ont perdu 20 %", rapporte la DAT, "et les taux moyens nationaux ont perdu 8 cents par kilomètre, pour atteindre 1,78 \$, ce qui reflète des baisses dans tout le pays".

"Les tendances des reefers n'étaient pas beaucoup mieux", a déclaré la DAT. Le rapport entre le chargement des Reefer et les camions a chuté de 42 % au cours de la semaine qui s'est terminée le 12 avril, par rapport à la semaine précédente. "Le marché des équipements frigorifiques a connu des hauts et des bas", a déclaré la DAT dans un article de blog le 9 avril. "Nous ne parlons pas d'une légère hausse et d'une légère baisse, mais plutôt de montagnes russes géantes".

Mais il s'agit d'un marché très dynamique, où les frigorifiques passent de l'industrie des services alimentaires (comme les restaurants et les écoles), qui a été fermée, au transport de produits pour la chaîne d'approvisionnement des épiceries :

Heureusement pour les transporteurs frigorifiques, il existe encore des marchés et des voies où les tarifs spot augmentent. Heureusement pour les transporteurs frigorifiques, il y a encore des marchés et des voies où les taux spot augmentent, parce que de plus en plus de produits frais arrivent en saison, tout comme d'autres aliments réfrigérés sont réapprovisionnés aux épiceries à un rythme plus normal. La saison des produits renforce les taux dans une certaine mesure, mais les taux subissent également des pressions à la baisse en raison de la forte diminution des services de restauration.

Les entreprises de camionnage qui desservaient auparavant les chaînes de restauration rapide et les cafétérias d'école disposent désormais de camions à température contrôlée pour transporter tout ce qui doit l'être, si bien que la capacité s'accroît alors que le niveau de la demande ne va pas beaucoup changer. Tout le monde continue à manger, même si la table est à la maison plutôt qu'au restaurant.

Le rapport entre le nombre de camions à plate-forme et le nombre de camions, qui reflète la demande d'équipements et de fournitures de transport pour les secteurs de l'industrie, de la construction et du forage pétrolier et gazier, a été faible toute l'année dernière. En mars, il était en baisse de 10 % par rapport à l'année précédente. Dans la semaine qui s'est terminée le 12 avril, il a chuté de 43% par rapport à la semaine précédente.

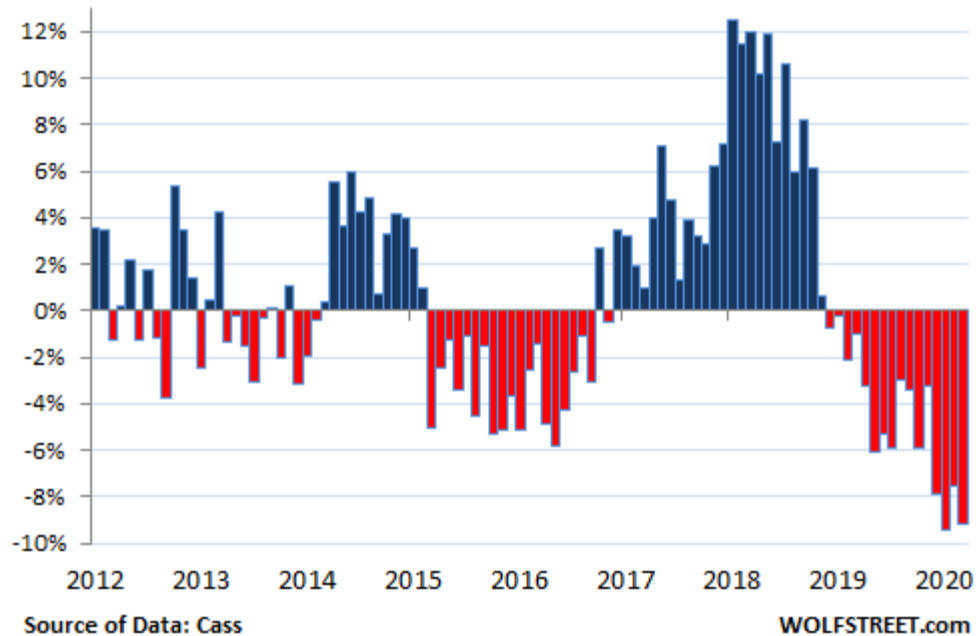
Cette semaine a été compliquée pour les camionneurs par les tornades dévastatrices qui ont frappé les régions du centre-sud et du sud-est, avec des vents violents et des pluies abondantes qui ont balayé la côte est.

D'après sa carte des conditions du marché, la DAT a déclaré "Il y a exactement deux points chauds aux États-Unis pour les transporteurs : Houston et Laredo. Si vous êtes dans le sud du Texas, vous devriez pouvoir trouver un chargement, et éventuellement un tarif décent. Une poignée de marchés sont tièdes, neutres ou froids, mais la plupart sont d'un froid glacial et d'un bleu profond".

En termes plus larges...

Le volume des expéditions aux États-Unis par camion, rail, air et barge a chuté de 9,2 % en mars par rapport au mois de mars de l'année dernière, déjà faible, et est en baisse de 10,1 % par rapport à mars 2018, selon l'indice Cass Freight for Shipments. C'est le 16e mois consécutif de baisse d'une année sur l'autre. Les baisses de janvier et mars ont été les plus fortes depuis octobre 2009. Les baisses se sont accélérées en décembre dernier :

Cass Freight Index, Shipments Year-over-year % change



L'indice du fret aérien suit le volume des expéditions de biens de consommation et de produits industriels et de fournitures par tous les modes de transport - camion, rail, avion et barge - mais il est davantage axé sur le camionnage. Il ne suit pas les marchandises en vrac, comme les céréales ou le charbon.

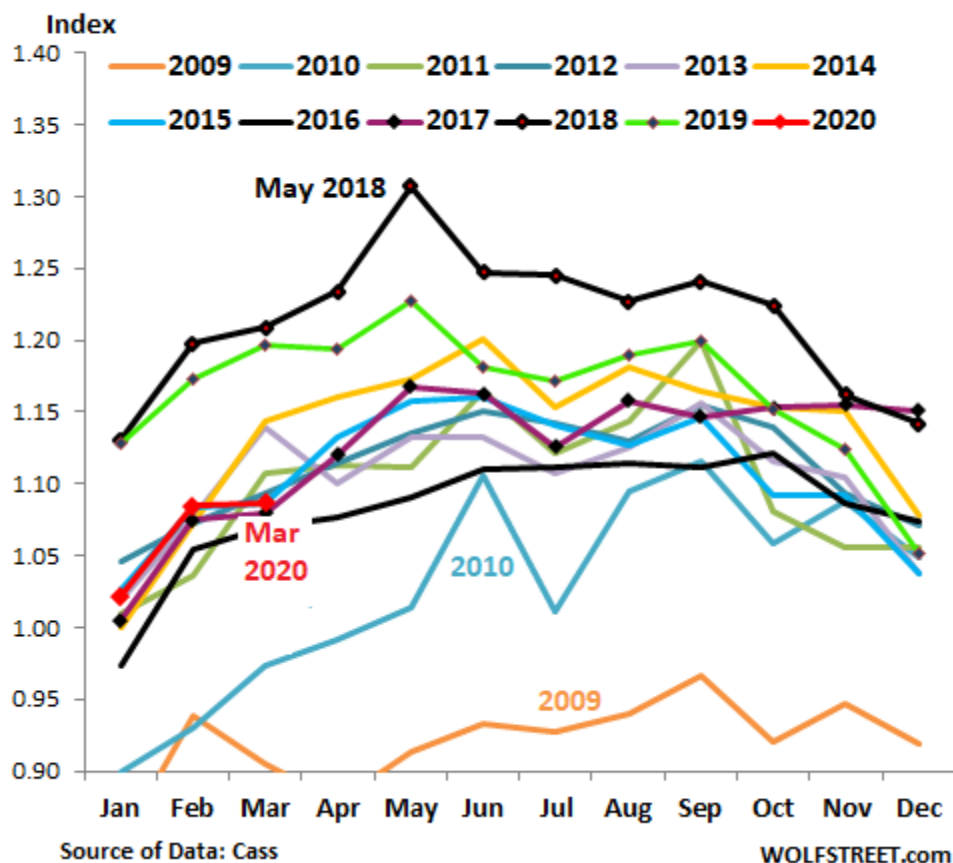
"Le rapport Cass indique que la Chine est rapidement passée d'un problème de production à un problème de dépenses de consommation aux États-Unis (et dans le monde). Et il ajoute : "Avril sera sans aucun doute pire et probablement le pire mois depuis longtemps".

"Il y a eu une nette division entre les gagnants et les perdants de ces ordres de fermeture", a déclaré M. Cass. La demande de commerce électronique a explosé, les consommateurs ont transféré leurs achats de produits de supermarché vers le Web pour des raisons de sécurité et les consommateurs ont transféré d'autres achats en ligne parce que les magasins de briques et de mortier ont été fermés.

En mars, la demande a augmenté pour les produits d'épicerie, les produits de rénovation et les produits de consommation courante, mais le volume des ventes dans les restaurants, les magasins d'automobiles et les centres commerciaux est tombé "à pratiquement zéro".

Le graphique superposé - une ligne pour chaque année remontant à 2009 - montre la saisonnalité du secteur du fret. La ligne noire supérieure représente le boom historique du transport maritime de 2018, lorsque les entreprises ont tenté de devancer les tarifs potentiels. 2019 (en vert) s'est détériorée au fil de l'année. La ligne rouge représente l'année 2020. L'indice de mars était inférieur à mars 2011, 2012, 2013, 2014, 2018, 2019. Notez également les années de crise financière 2009 (marron) et 2010 (bleu clair) en bas :

Shipment Volume by Truck, Rail, Barge & Air Cass Freight Index



Les chemins de fer...

En mars, les chargements de wagons - diverses marchandises, produits sidérurgiques, produits chimiques, automobiles et autres - ont chuté de 6 % en glissement annuel, selon l'Association of American Railroads. Les conteneurs et les remorques ("intermodal") ont baissé de 12,2 %.

Et cette situation s'est aggravée en avril. Selon l'AAR, pour la semaine qui s'est terminée le 4 avril, la dernière disponible, les unités intermodales ont chuté de 15,7 % en glissement annuel. Et les chargements de voitures ont chuté de 16,2 %. Le charbon est en forte baisse depuis des années. Mais même sans le charbon, les chargements ont diminué de 13,1 %. "Nous n'avons pas vu de baisses aussi importantes depuis la Grande Récession", indique le rapport.

Les chemins de fer font état de faibles chiffres depuis l'année dernière, bien avant que le coronavirus ne soit un problème. Au cours des 14 premières semaines de cette année, le nombre de wagons complets a diminué de 7,1 % en glissement annuel, et les unités intermodales ont chuté de 9,1 %.

En termes d'unités intermodales, l'AAR a déclaré que cette activité dépendra en grande partie des consommateurs américains et de leurs habitudes de dépenses. Et "cela, à son tour, dépendra de la durée pendant laquelle les mesures de distanciation sociale doivent rester en place ; de la manière et de la rapidité avec lesquelles l'assurance chômage et d'autres programmes fédéraux et étatiques comblent les lacunes dans les flux de trésorerie des ménages ; et de la mesure dans laquelle la situation actuelle fait perdre aux consommateurs

leur confiance à long terme et les maintient en mode de repli non seulement lorsque les problèmes de santé commencent à s'estomper mais, plus important encore, lorsqu'ils ont été largement résolus".

En termes de nombre de wagons, les plus fortes baisses ont été enregistrées pour les ferrailles d'acier, les produits sidérurgiques, les déchets non ferreux, les pierres concassées et - en grande partie à cause de la crise du pétrole et du gaz - le sable, tel que le sable de fracturation, et les produits pétroliers. Mais ce sont les automobiles et les pièces automobiles qui ont été les plus touchées ; avec l'arrêt de la production automobile, les chargements de voitures de cette catégorie ont chuté de 84 %.

Les chiffres sont énormes : le groupe SoftBank a déclaré qu'il enregistrerait une perte de 16,7 milliards de dollars sur son Vision Fund, provenant "d'une diminution de la juste valeur des investissements due à la détérioration de l'environnement du marché". Mais ces gains de papier ont certainement été amusants tant qu'ils ont duré.

Une course de vitesse qui va faire des dégâts

François Leclerc 15 avril 2020 Décodages.com



L'ampleur de la récession qui se creuse et des réponses budgétaires qui enflent ont de quoi impressionner. Le ballet des montants qui circulent ne cesse de s'accélérer. Les finances publiques sont durement sollicitées alors que les recettes fiscales diminuent. De quoi être étourdi et oublier l'essentiel, qui va payer l'addition va être la grande question ! Si dans un premier temps l'accent est mis sur l'effort qui va devoir être fourni, on pressent que par la suite le renforcement de l'austérité l'accompagnera. En attendant une course de vitesse est engagée entre la relance et la ponction sur les finances.

Quelle dose de celle-ci sera-t-il possible d'imposer sans susciter un haut le cœur social et un dérapage politique ? Le montant du déficit et des dettes sera tel qu'il va falloir saucissonner le problème, l'équation allant être d'autant plus compliquée à résoudre que l'État prend à sa charge une large partie de la dette privée afin d'éviter des faillites en cascade.

Comme il ne sera pas question d'augmenter les impôts des plus aisés et de taxer le patrimoine, ce qui d'ailleurs ne réglerait pas tout, il va falloir jouer sur d'autres cordes. En Europe, la mutualisation des dettes et l'étalement des remboursements auxquels certains se raccrochent ne sont pas une panacée, procurant tout juste un adoucissement de la peine. D'autant qu'ils supposent un accord politique qui sera d'autant plus difficile à obtenir que la pandémie est moins forte au nord, reproduisant la division Nord-Sud. Le découplage s'est poursuivi sous une autre forme, le danger de la fragmentation rebondit. L'Académie des sciences allemande,

dont Angela Merkel dit qu'elle est son bréviaire, appelle déjà au retour futur à la règle du déficit zéro, les règles du « pacte de stabilité » ne sont que suspendues et ne sont pas déclarées hors sujet. La capacité collective des dirigeants européens à trouver des solutions communes n'a jamais été autant sujette à caution.

Faute d'accord sur les euro-obligations, les débats européens sont déportés sur deux autres sujets, la mise au point du plan de la relance (dénommé le « plan Marshall) et l'adoption du budget pluri-annuel, qui sont étroitement liés. Ils promettent d'être aussi difficiles à trancher, car ils n'évacuent pas la problématique du partage et de la mutualisation qui est sous-jacente.

L'implication de la BCE pourra-t-elle être éludée ? en quoi pourrait-elle consister ? Ayant déjà, de fait, monétisé en douce la dette publique en l'achetant massivement, et le poursuivant, elle pourrait augmenter ses achats. Avec pour objectif, revendiqué ou non, de monétiser la partie de la dette qui sera attribuée à la lutte contre les effets de la pandémie. Ce sera la solution de dernier ressort, quand les autres auront donné tout ce qu'elles pouvaient.

Mais qui représentera la solution de dernier ressort, les États européens ou leur banque centrale commune la BCE ? La question trouvera peut-être une autre réponse, pays par pays, si la zone euro ne résiste pas à l'épreuve. Cela dépendra notamment du sauvetage ou non de l'Italie et de sa demande d'un prêt du MES, faute de mieux. Mais cette option suppose de trouver une majorité parlementaire pour l'entériner, et on sait que de toute façon les moyens actuels du MES n'y suffiront pas...

L'interrogation à propos de la durée et de la profondeur de la récession domine toutes les autres. Plus elle dure et s'approfondit, plus la dette augmentera et plus sa gestion deviendra problématique. C'est pourquoi les dirigeants européens en sont venus à se comporter comme des généraux à la veille d'une bataille : quel va être le niveau soutenable des pertes se demandent-ils ?

« Récession officielle de 8 %. Attachez vos ceintures ! »

par [Charles Sannat](#) | 15 Avril 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Comme c'était à prévoir et contrairement aux estimations initiales des grands diplômés de Bercy, l'impact de la crise du coronavirus ne sera pas de 0.1 % de PIB en France et de 0.5 point sur la croissance mondiale.

Bruno le Maire a évoqué hier un PIB en chute de 8 % et des déficits en hausse ce qui force le gouvernement à revoir ses prévisions pour 2020...

La chute du PIB sera donc de 8 % dans les prévisions utilisées pour établir le budget rectificatif. C'est déjà mieux. Je pense que nous terminerons à plus de 10 % et je maintiens ma prévision initiale de 11 % de récession et de chute du PIB.

Evidemment le déficit budgétaire va suivre. Gérald Darmanin l'estime à 9 % du PIB ce qui est du jamais vu depuis 1945.

Concernant la dette publique, elle va bondir à 115 % toujours selon Gérald Darmanin.

Désormais... ils ont compris et sont prudents sur les prévisions car cela pourrait-être pire !

« Quant à l'évolution de la situation et de ces chiffres, Bruno Le Maire se dit « prudent ». « J'aimerais être certain que nous en resterons là », déclare-t-il, ce qui pourrait bien sûr ne pas être le cas. Idem chez Gérald Darmanin, qui rappelle que ces chiffres « sont indicatifs » et provisoires, car « nous ne sommes pas à la fin de l'épidémie ». « Je dis d'abord aux Français qu'il va falloir qu'on sorte de la crise sanitaire et qu'on gagne ensuite la guerre économique », a-t-il ajouté ».

L'idée de base a été de sauver le maximum d'entreprises et d'emplois pour sauvegarder le potentiel de reprise. C'est une bonne stratégie, et c'est évidemment ce qu'il fallait faire.

Le problème c'est le après.

La véritable question que l'on peut se poser désormais pour anticiper la suite c'est...

Qui va payer et comment ?

Je peux vous annoncer que notre pays terminera cette crise avec une dette publique comprise entre 130 et 150 % de dettes sur PIB.

La question qui se posera alors sera qui va payer.

Il n'y a pas 36 solutions.

Soit vous payez en réduisant les dépenses. C'est l'austérité.

Soit vous payez en augmentant les recettes. C'est la croissance ou la hausse des impôts.

Soit vous payez en monnaie de singe en imprimant avec votre banque centrale.

Soit, vous ne payez pas et vous faites faillite...

Je vous expliquerai dans l'un de mes prochains flash STRATEGIES qui va payer et comment. C'est important de le savoir car cela fera toute la différence entre ceux qui l'auront compris et qui s'y seront préparés, et ceux qui n'échapperont pas à la tonte !!

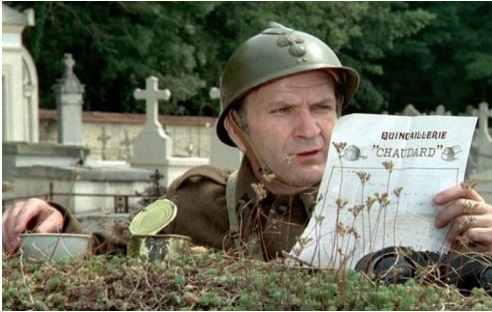
Vous allez me dire, Charles quand même ce n'est pas si grave.

Je vous donnerai juste le chiffre de la récession de l'année 2009 la pire lors de la dernière crise des supbrimes. La récession a été en 2009 de 2.9%!

-2.9% de récession et de chute du PIB. Nous n'en sommes même pas encore remis. Aujourd'hui c'est déjà au moins -8%. Ce sera sans doute au-delà de 10%. Économiquement, c'est un carnage qui s'annonce. Accrochez-vous les amis et prenez bien soin de vous.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. **Préparez-vous et désormais protégez-vous !**

Déconfinement, déconfiture et grande chienlit!



Ce gouvernement est assez effrayant d'incompétence, d'inconsistance et d'inconstance.

La seule chose positive dans l'allocution du maréchal mamamouchi en chef, c'est qu'il a évité, cette fois, de nous sortir son ton guerrier du chef de guerre. Sans doute a-t-il compris que, quand on a guère de moyens pour faire la guerre, prendre un ton martial est la dernière ânerie à faire.

Bref, nous devrions déconfiner en mai... mais... mai c'est loin et d'ailleurs les discours sont déjà en train d'évoluer...

- « ce devrait être le 11 mai » (E. Macron)
- « mais peut-être pas » (E. Philippe)
- « en tous cas pas partout » (C. Castaner)
- « pas pour tous » (JM Blanquer)
- « et pas tout le temps » (S. Ndiaye)

Bon ce que dit Sibeth, qui n'a toujours pas été virée, est de bien peu d'importance. Je n'écoute plus ceux qui ne savent pas enfiler des masques et pensent surtout que je suis trop con pour le faire.

En ce qui concerne les analyses de Blanquer, il m'expliquait que les écoles ne fermentaient pas toutes... et que la rentrée serait le 4 mai... Bref.

Castaner c'est celui qui nous déjà pondu 19 attestations de sortie différentes...

Edouard Philippe, je l'aime bien, il est un peu normand comme moi. C'est sa qualité principale.

Macron ? Devrait s'inspirer de la Reine anglaise, 4 minutes pour dire l'essentiel. Macron nous a servi un globish-boulga à la Macron... En fait on n'a rien compris... Ha si les feignasses faut retourner au boulot avec ou sans masque et plutôt sans vu que l'Etat se charge de faire en sorte que les masques n'arrivent pas... en interdisant la vente.

Donc pour que vous alliez bosser, on ré-ouvre les écoles.

Comme ça 30 gosses de maternelle par classe vont porter des masques (taille adulte) et puis ils vont respecter les gestes barrières... et puis ils iront tous à la cantoché... là on servira 800 couverts.

Dans le même temps, on expliquera à Monsieur Michu que son troquet pour adultes où il sert 40 couverts, lui, doit rester fermer...

Alors je pose la question.

Sont-ils cons ?

Sont-ils totalement crétins ?

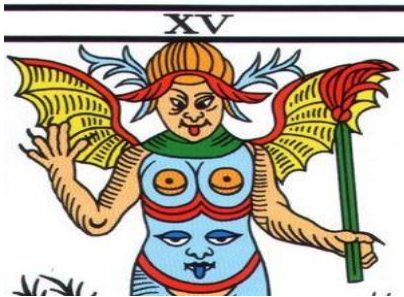
Sont-ils à ce point abrutis ?

Manifestement oui.

Depuis le début ce sont des nuls.

Charles SANNAT

Pour l'Europe, le monde d'après ce sera avec... Blackrock !!! Sinistre.



L'Union Européenne continue sur sa grande lancée et se prépare au monde d'après la pandémie.

Et pour préparer notre avenir radieux, la Commission Européenne a décidé de demander à BlackRock, qui est la firme qui incarne sans doute le mieux la finance folle, l'hyper-capitalisme et le totalitarisme marchand qui nous ont mis dans le mur... de conseiller ladite commission sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance !

Et là c'est un immense hahahahahahahahaha qui me vient à l'esprit.

D'ailleurs dans le même genre, j'ai décidé de donner les clefs de ma cave à mon meilleur copain alcoolique en lui disant bien de ne pas trop boire ni trop picoler...

Et comme la Commission Européenne aime dépenser notre pognon elle versera 550 000 euros à BlackRock pour cette étude alors que cette entreprise croule déjà sous l'argent.

J'aime ce monde d'après qui se profile et que ceux qui s'occupaient du monde d'avant souhaitent continuer à diriger.

Cela va être compliqué car je ne suis pas certain que l'on soit une majorité à vouloir encore voir leur tête et encore moins ces politiques absurdes et assassines.

L'arrogance bruxelloise devient insupportable alors que l'Europe n'est capable de rien, ni de masques, ni de respirateurs. C'est l'Europe de la norme sur la taille de la noix et la forme de la pomme sans oublier le nombre de litres dans les cuvettes à chiottes et de BlackRock.

A la libération, il faudra tirer la chasse d'eau.

Charles SANNAT

Billet d'actualité: Qui pourra servir d'assureur de dernier ressort quand l'Assureur ultime , le couple maudit Banque Centrale-Gouvernement sautera?

Bruno Bertez 15 avril 2020



Le flux des nouvelles reste négatif.

Les pouvoirs publics multiplient les discours pour pousser à une reprise prématurée du travail et de l'activité économique, à l'image de Trump et Macron.

Ils sont persuadés que leur maintien au pouvoir dépend plus de la reprise économique que du nombre de morts. Ils ont certainement raison, hélas, la mort est un phénomène individuel elle ne modifie pas l'opinion de ceux qui survivent, ils ont la mémoire courte. Et puis par définition la mort c'est toujours les autres.

Pour l'instant il n'y aucune voie de sortie du confinement qui soit crédible, on est dans le baratin creux, théorique . Aucun substrat concret. Dans ces conditions une sortie de confinement n'est rien de plus qu'un pari.

Un jeu avec Tiers Payant: la vie des autres!

Les marchés ont compris et non seulement il y a des achats à bon compte, mais des achats nets de la part de gens qui sont persuadés que l'on va re-franchir les plus hauts et inscrire de nouveaux records.

Sauf imprévu, ces gens n'ont pas tort de jouer la continuité et la compression. **Mais bien sur cela n'a rien à voir avec une démarche d'investissement, c'est de la prédation.**

Je m'explique:

—continuité car nous ne sommes pas sortis de « la gestion par les bulles » comme je l'ai expliqué et ré-expliqué encore il y a eu peu. Le « tout en bulles » n'est pas crevé et il fonctionne, l'argent reste dans les marchés du papier ce qui est la définition d'un système bullaire.

—compression car tout en pratiquant la même politique de continuité, on injecte beaucoup plus, le double de ce qui fut injecté en 2008/09, et beaucoup plus vite. Et l'injection comme le problème à traiter est globale, mondiale.

Il y a compression dans le temps, sur-réaction et universalisation.

Si tout fonctionne comme prévu, tout va sur-réagir et les gains de ceux qui ont fait ce pari cynique mais logique vont être colossaux. Face à la misère du peuple et surtout face au nouveau round de fragilisation en profondeur de notre système financier, économique, politique et social.

Qui pourra servir d'assureur de dernier ressort quand l'Assureur ultime, le couple maudit Banque Centrale-Gouvernement sautera?



Amazon et Apple s'envolent tandis que Boeing sombre

rédigé par [Philippe Béchade](#) 14 avril 2020



On prend les mêmes qu'à l'automne 2019, ou qu'en janvier février 2020, et on recommence !

Dopé par les GAFA – notamment [Apple](#) qui bondit de 4,2%, ou [Amazon](#) (+4%) qui pulvérise un nouveau record absolu à 2 264,5 \$ (soit 1 125 Mds\$ de capitalisation) – le [Nasdaq](#) s'envole de 3,5%, vers 8 475 points, effaçant – non, pulvérisant serait plus parlant – la résistance des 8 340 du 26 juillet 2019, c'est-à-dire rien de moins que l'ultime zénith avant l'envolée finale vers les plus hauts absolus de fin février, soit 9 835.

Et pendant ce temps, dans l'économie non virtuelle, on apprend que [Boeing](#) a subi 150 annulations de commandes rien qu'au mois de mars (essentiellement des Boeing 737-Max) et a enregistré 307 commandes de moins qu'au 1er trimestre 2019... ce qui est incomparablement pire qu'au 4ème trimestre 2001, au lendemain des attentats du 11 septembre !

Après la FED qui inonde Wall Street, voici que Trump lui annonce le redémarrage de l'activité

rédigé par [Philippe Béchade](#) 14 avril 2020



Après plusieurs interventions “lunaires” ce weekend où [Donald Trump](#) s’est appliqué à passer plusieurs médias US au lance-flamme, les accusant de “Fake News” (alors qu’il se limitaient à remettre ses propres déclarations sur l’absence de danger de pandémie dans leur chronologie, ce qui est en effet accablant), **Trump vient de rappeler qu’il est le chef suprême et qu’il a l’habilitation de décréter le redémarrage de l’économie américaine** (à peine rentrée en phase de confinement), en balayant les avis des plus hauts responsables de la santé publique.

Beaucoup de commentateurs tentent de déterminer ce qui relève du réalisme (plus le confinement se prolonge, plus les dégâts économiques seront coûteux) et ce qui relève de son obsession de complaire à Wall Street – et à son tropisme court-termiste – à tout prix.

En tout cas, Wall Street apprécie cette dernière sortie de Trump – qui tétanise les épidémiologistes – et revoici le [Dow Jones](#) à 23.850, le S&P500 à 2.800Pts (aussi haut que début juin 2019).

Comment aggraver une crise en deux leçons (2/2)

rédigé par [Brendan Brown](#) 15 avril 2020

Frappant un système déjà très fragilisé, la crise du Covid-19 est désormais aggravée par des choix politiques et économiques désastreux.



[Nous avons vu hier](#) ce qu'il aurait pu advenir de l'économie si les fondamentaux avaient été sains – et les autorités moins interventionnistes. Aujourd'hui, nous nous concentrons sur...

... Ce qui s'est réellement passé

Dans un système monétaire fragile, ayant connu une longue période d'inflation pernicieuse du prix des actifs et où les experts de l'ingénierie financière sont parvenus à maximiser le recours à l'effet de levier financier, souvent de façon camouflée, de manière à capitaliser sur certaines forces irrationnelles (comme par exemple les investisseurs privés de rendement qui se sont mis à appliquer des stratégies de suivi de tendance), les réserves réelles de fonds propres excédentaires sont faibles.

Cet état de fait était masqué au plus haut de la période d'inflation du prix des actifs par les niveaux de valorisation stratosphériques observés sur le marché boursier, même lorsque les programmes de rachat d'actions étaient particulièrement agressifs.

En principe, lorsque les réserves de fonds propres sont confortables et qu'une catastrophe naturelle survient, les actionnaires et les créanciers sont en capacité de négocier un accord de redressement financier gagnant-gagnant.

Les créanciers se voient proposer (par les actionnaires) de transformer une partie de leurs créances en une participation au capital. Ainsi, l'opération permet de faire remonter la valeur de leurs titres de créance (après avoir chuté à un niveau qui reflète la dépréciation de ces créances suite au désastre naturel).

Les actionnaires sont également gagnants (tout comme les créanciers détenteurs d'obligations) du fait de la réduction du risque de faillite et du poids des charges financières.

Cette négociation volontaire entre égaux ne peut pas avoir lieu lorsque l'endettement est déjà tellement élevé, avant même que la catastrophe naturelle ne survienne, que la faillite est en fait inévitable.

La perte de valeur est inévitable... mais aurait pu être limitée

Même dans un système monétaire sain, la pandémie aurait entraîné une chute de la valeur globale des actions (et des obligations à risque) — mais seulement d'un montant qui reflète la chute de la rentabilité des entreprises sur toute la durée de la crise sanitaire.

A l'inverse, dans le contexte d'un environnement économique caractérisé par une inflation rapide du prix des actifs, des krachs à répétition se produisent, amplifiés par l'émergence d'une crise de la dette.

Les théories hautement spéculatives, autrefois populaires et tenues pour vraies par les investisseurs désespérément à la recherche de rendement, justifiant le recours à des stratégies de trading agressives sur l'écart de rendement entre devises et sur les actions, ont soudainement perdu leur attrait.

C'était la situation dans laquelle nous étions lorsque la pandémie de Covid-19 a frappé.

Des dirigeants lavés de toute responsabilité

L'utilisation de l'effet de levier et la croyance naïve dans des théories hautement spéculatives se sont propagées bien au-delà du raisonnable. De ce fait, le choc d'offre est devenu le catalyseur qui a mis fin à la longue phase d'inflation du prix des actifs ayant débuté en 2012-2013, pour laisser place à une phase de dégonflement de la bulle.

Pourtant, paradoxalement, les responsables de cette inflation du prix des actifs — les banquiers centraux et les dirigeants politiques qui les ont poussés dans cette direction par le jeu des nominations — ont été lavés de toute responsabilité. Le krach est uniquement la conséquence du Covid-19, imbécile.

Cette cabale de néo-keynésiens, d'anciens barons du capital-investissement et de populistes aux commandes de la politique monétaire a élaboré un plan de « relance » plus radical que ce qui jamais été entrepris en temps de paix. Comme par magie, ce plan est supposé atténuer le choc d'offre.

Avec la Réserve fédérale qui montre la voie en lançant un programme de rachat illimité de bons du Trésor et en imposant des taux d'intérêt nuls, toutes les limites présentes dans le scénario contrefactuel d'un système d'étalon-or ont volé en éclats.

Il ne s'agit pas d'opérations temporaires — ce sont des mesures à long terme. Le plan de « relance » monétaire s'accompagne d'un programme gouvernemental massif de contre-garantie des emprunts d'entreprises sélectionnées, permettant à la Réserve fédérale de racheter ces dettes.

Inflation et krachs à répétition

La combinaison de l'ensemble de ces facteurs ouvre la voie à une inflation élevée au cours de la période qui suivra la pandémie, mais aussi à des krachs à répétition et une récession.

En pratique, la courbe en v du choc d'offre, suivi par un rebond, devrait se superposer à la récession et à la reprise économique ultérieure qui suivront la longue phase d'inflation pernicieuse du prix des actifs que nous avons connue. Une inflation élevée résulte d'une situation dans laquelle la dette publique est devenu écrasante et où le tissu économique est largement constitué d'entreprises en difficulté financière.

Il est impensable que les gouvernements et leurs banques centrales augmentent les taux d'intérêt directeurs ou cessent de manipuler les taux d'intérêt à long terme, même si une dynamique inflationniste venait à s'installer.

Ils nieront publiquement qu'une telle dynamique existe. Ils prétendront toujours que les signes d'une inflation élevée ne sont que passagers, que de toute manière l'inflation au cours des années précédentes était en dessous de l'objectif, et que les entreprises vulnérables ne devraient pas être mises en danger par une politique d'orthodoxie aveugle.

Pourquoi la dynamique inflationniste devrait s'accélérer ?

Dans le système monétaire actuel, qui n'est adossé à aucun élément tangible, l'inflation résulte d'un excès de création monétaire permettant au niveau général des prix d'augmenter fortement sans rencontrer d'obstacle.

Compte tenu du montant des investissements réalisés au cours des dernières années qui sont aujourd'hui économiquement obsolètes (c'est le résultat concret d'une mauvaise allocation du capital), du fait que le secteur productif est paralysé par le fardeau de sa dette et que la force de désinflation non monétaire que constitue la mondialisation tend à s'affaiblir, toutes les conditions sont en place pour qu'une forte inflation des prix des biens et des services fasse son retour.

L'obsolescence du capital humain et la raréfaction des opportunités d'emplois dans les secteurs où les employés peu qualifiés trouvaient autrefois du travail implique que l'inflation pourrait décoller au moment même où le taux de chômage agrégé atteint des niveaux remarquablement élevés par rapport à leurs niveaux récents. Au sein de cet agrégat, certaines sections du marché du travail, qui est hautement hétérogène, seront dans une situation particulièrement difficile.

Le jumeau monétaire de l'inflation des prix des biens et services — l'inflation du prix des actifs — va ressurgir, mais avec de nouvelles croyances pour la justifier (aux côtés d'autres plus anciennes, en particulier en ce qui concerne les grandes sociétés technologiques), ainsi qu'un ensemble d'épicentres différents de ceux auxquels nous étions habitués au cours des dernières décennies.

La compétence nécessaire pour analyser les cycles passés, présents et futurs est la même que celle que Balzac préconisait aux écrivains de développer — une capacité à simultanément individualiser les catégories et catégoriser les individus.

Plus ça change, plus c'est la même chose

rédigé par [Bruno Bertez](#) 15 avril 2020

Le système n'a qu'une fonction, un seul horizon : survivre, se reproduire – et pour cela, il utilise les hommes qui le composent... même à leur insu.



Ce ne sera plus jamais comme avant !

Combien de fois n'entend-on pas répéter cette affirmation. C'est une affirmation d'évidence, ce n'est ni une analyse ni une prévision.

L'expérience contredit cette croyance au changement. Il suffit de se référer à ce qui s'est passé en 2008 : non seulement rien n'a changé au niveau de ce que le public perçoit, mais toutes les erreurs ont été reproduites au centuple.

C'est parce que les choses sont surdéterminées par les situations réelles, matérielles, structurelles – et non par la volonté et encore moins par les discours des hommes.

La situation du système dicte les choix et les impose à l'insu même des volontés et des consciences, les choses paraissent couler de source. Emmanuel Macron n'existe pas, c'est un ectoplasme qui n'incarne que la tentative narcissique du fils qui essaie de sauver le système du père idéal qu'il n'a pas eu : Rothschild.

Agir ?

Vous connaissez ma thèse de travail : les hommes *sont* agis, ils n'agissent pas. Ils sont agis par les forces matérielles qui travaillent le système, comme ils sont agis par leur inconscient – mais le discours qu'ils tiennent sur le monde est un discours d'impuissance et de jouissance, pas un discours d'action, encore moins de praxis.

Les hommes, même et surtout ceux qui croient le diriger, sont des tenants-lieux, des gestionnaires, des grands prêtres d'un système qui leur échappe. Ici, j'insiste, ils sont les gestionnaires d'un système capitaliste devenu pervers, d'un système qui s'entropise, perversi par la dette et la fausse monnaie. Tout le reste est du baratin.

Lors de la crise de surendettement, on a paré au plus pressé ; on a augmenté la masse de dettes et c'est tout. On a fait « plus » de tout ce qui avait conduit à la crise.

On n'a pas eu le choix. Il aurait fallu une intelligence supérieure, quasi divine pour proposer un autre choix – celui de la destruction de toutes les fausses valeurs !

C'est le système qui commande

Ce choix n'a bien sûr pas été fait. Au contraire, on s'est enfoncé dans le choix faustien de l'empereur, la disjonction des signes et du réel, dans la séparation de l'âme et du corps et dans le creusement du trou qui va nous engloutir.

Comme on dit, pour manger avec le diable, avec Méphisto, il faut une grande, une très grande cuiller.

On a tenté quelques réformes proposées par des gens du passé comme Paul Volcker, et on s'est aperçu que l'on ne pouvait pas faire grand-chose. Ces derniers jours, on a même annulé les réformes post-2010.

C'est le système qui commande, avec sa tyrannie du fétiche de la monnaie, sa dictature de la dette, sa logique interne, non-sue, cachée et même mystifiante.

Prêt à tout

Jamais le système ne se donne pour ce qu'il est ; il est comme le diable, il prend des apparences trompeuses. Par exemple, il se donne pour libéral ! Il laisse aux hommes l'illusion de le commander – ils se croient Prométhée, les pôvres !

Le système pourtant évolue pour se survivre et tenter de se reproduire, c'est une vraie évidence. Par exemple, la globalisation régresse, le frottement dans les échanges mondiaux est de plus en plus sensible. Certains pays se protègent, on commence à revenir en arrière sur la libre circulation des capitaux. Bientôt, on va faire semblant de réduire les inégalités car le besoin s'en fait sentir au niveau de la cohésion sociale.

Le système, ne l'oubliez jamais, est prêt à tout pour survivre. Il est prêt à tout, y compris à se contredire pour survivre et se reproduire à l'essentiel : l'essentiel c'est maintenir son ordre, sa structure de pouvoir et son lien avec le capital, avec l'accumulation.

Tout le reste est « négociable ». Le système pour sauver son élite est même prêt à donner des otages et de plus en plus d'otages, des fusibles, comme les classes moyennes par exemple.

Il y a de vraies tendances lourdes de long terme, et elles vont continuer leur concrétisation ; [tout ce qui est en germe va advenir](#). En particulier, la montée de l'étatisme et la régression de la fonction d'allocation des marchés, des libertés individuelles, de la liberté de penser et de s'auto-déterminer...

C'est réglé !

rédigé par [Bill Bonner](#) 15 avril 2020

Le virus fait des ravages dans l'économie... et les autorités sont bien décidées à aggraver la crise. Tout le monde n'en souffrira pas, cependant...



« Je pense que nous ne devrions plus jamais nous serrer la main. »

– Dr Anthony Fauci

Eh bien, c'est réglé. Nous sommes convaincu. La guerre américaine contre le Covid-19 est menée par des crétins.

Les gens se serrent la main depuis 3 000 ans environ – en signe d'amitié, par exemple, ou encore pour conclure un accord. Ce n'est que l'une des nombreuses habitudes et coutumes courantes qui marquent la vie civilisée.

Il semble que le Dr Fauci pense que la seule chose qui compte, dans la vie, est de ne pas tomber malade.

Si on ne se souciait que de rester en vie...

... On deviendrait tous abstinents. Dieu sait quel genre de MST on peut attraper... ou bien c'est la crise cardiaque qui guette pendant l'effort, comme Nelson Rockefeller en 1979.

... Si Pearl Harbor était à nouveau bombardée, on se rendrait tout de suite. La guerre, c'est dangereux.

... On ne jouerait plus au foot... on n'irait plus faire de ski...

... On n'aurait plus d'agriculteurs (l'un des métiers les plus dangereux) ou de bûcherons, ni de pompiers, de plongeurs en eaux profondes... et des dizaines d'autres professions périlleuses...

... Et la vitesse serait limitée à 30 km/h sur toutes les routes.

Si rester en vie était le seul but de l'existence, nous resterions tous à la maison... tout le temps.

Comme le magnat des affaires Howard Hughes, nous nous traînerions dans nos maisons avec des boîtes de mouchoirs aux pieds... et nous utiliserions des mouchoirs en papier pour ramasser les choses, de crainte qu'elles ne soient contaminées.

Est-ce que cela a prolongé la vie de Hughes ?

Lorsqu'il est mort en 1976, il n'avait que 70 ans – et c'était encore l'un des hommes les plus riches au monde. On aurait cependant dit qu'il était mort de faim : il mesurait 1m95 mais ne pesait qu'une quarantaine de kilos.

Il était dans un tel état – sale, négligé, dénutri – que le FBI a dû vérifier ses empreintes digitales pour l'identifier.

Quelle sorte de fou furieux voudrait vivre de la sorte ?

Guerre contre l'économie

Avec le Dr Fauci à sa tête, la guerre des autorités américaines contre le Covid-19 semble de plus en plus absurde.

La guerre contre l'économie américaine, elle, causera probablement des dommages plus durables.

Le chômage US, sur les trois dernières semaines, se monte à près de 17 millions de personnes sans emploi... le chiffre le plus élevé de l'histoire du pays.

Comme nous l'avons déjà souligné, le gouvernement US – et bon nombre des autres gouvernements occidentaux – mènent l'une des expériences les plus énormes... les plus bizarres... et les plus futiles de l'histoire économique.

Premièrement, ils détruisent l'âme même de la prospérité – les accords gagnant-gagnant dans une économie de libre-échange. Deuxièmement, ils se proposent de remplacer les pertes économiques réelles par de la fausse monnaie.

Nous pensons savoir comment tout cela va se terminer.

Le début de la fin

Nous n'en sommes pas encore à la fin, ceci dit... ni même à la fin du début. Ce n'est que le début de la fin.

Le mois d'avril est généralement celui où les autorités fédérales américaines enregistrent le plus de recettes fiscales. Or ce mois-ci, elles vont chuter – radicalement.

Les gens ne paieront pas d'impôts parce qu'ils n'ont pas gagné d'argent. Ils ne paieront pas non plus leurs crédits à la consommation. Leurs loyers. Ou leurs prêts immobiliers.

De Bloomberg :

« Les défauts de paiements immobiliers pourraient s'accumuler si rapidement que 2008 n'est rien en comparaison. »

Les prêteurs immobiliers se préparent à la plus grosse vague de défauts de l'Histoire. Si le plan visant à gagner du temps fonctionne, ils pourraient éviter une crise pire encore : des saisies en masse et le chaos sur le marché des prêts immobiliers.

Les marchés baissiers ne se terminent pas lorsque les investisseurs guettent le plancher... et se ruent pour acheter durant les creux. Ils se terminent en désespoir et en capitulation... lorsque les esprits animaux ont disparu... et que l'optimisme a entièrement disparu du système.

A la fin, les investisseurs ne cherchent pas de bonnes affaires. Ils n'appellent pas leur courtier dans l'espoir de se positionner sur le prochain marché haussier.

Ils veulent plutôt éviter les actions comme la peste, et préféreraient asséner un bon crochet du gauche à leur courtier.

Une folle expérience

Evidemment, les autorités ne vont pas rester sans rien faire pendant que ces choses remarquables se déroulent : elles vont les aggraver.

C'est là que se trouve la deuxième partie de cette folle expérience... et c'est là que les plus grosses pertes se produiront.

[Les autorités essaient de réfuter la loi de Say](#)... qui nous dit que la richesse réelle provient de la production de choses, non de la monnaie.

Etait-il sensé de verrouiller l'économie, épidémiologiquement parlant ? Nous n'en savons rien. Une chose est sûre, cela a augmenté les pertes réelles du pays.

A présent, les autorités affirment « compenser » ces pertes en larguant de l'argent par hélicoptère – des milliers de milliards de dollars fraîchement sortis de la planche à billets, venant inonder l'économie.

Comme de la manne céleste, cet argent atteint les bons comme les méchants... les prudents aussi bien que les imprudents... les chômeurs aussi bien que les employés... ceux qui ont besoin de l'argent et ceux qui n'en ont pas besoin.

Sept PME américaines sur dix font la queue pour la distribution de 350 Mds\$ promise en mars. Les grandes entreprises, quant à elles, ont déjà envoyé leurs lobbyistes à Washington, histoire d'obtenir leur part du plan de sauvetage de la Fed, de plus de 2 000 Mds\$.

Mais si les autorités pourront peut-être leurrer les investisseurs et faire remonter les cours boursiers avec de la fausse monnaie... cette dernière ne peut pas produire de richesse réelle.

Riche... ou crucifié

Nous voyons arriver toujours plus de carnage... d'absurdités... et d'illusions.

Il y aura des pleurs et des grincements de dents. Il y aura des boucs émissaires... de fausses idoles... et des démagogues offrant des solutions de charlatans.

Il y a aussi, arrivant en ville à dos d'âne, l'innocente économie gagnant-gagnant – mais la foule s'est désormais retournée contre elle.

« Donnez-nous Donald ! » crie la horde. « Donnez-nous le revenu universel et du papier toilette gratuit ! »

Un homme – l'un des fonctionnaires les plus célèbres depuis Ponce Pilate – sert de juge. Le secrétaire au Trésor US, Steven Mnuchin, jouera un rôle prépondérant pour décider qui devient riche... et qui est crucifié.

Quoi qu'il advienne en cette période insensée, nous sommes prêt à parier que lui et ses amis en sortiront encore plus riches qu'ils ne le sont en ce moment.